

AU CHAOS

QUAND LA FRANCE POUSSE LE MOZAMBIQUE DANS LE PIÈGE DU GAZ

JUIN 2020



SOMMAIRE

03

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

05

FRISE CHRONOLOGIQUE

07

INTRODUCTION

08

I. DES BATEAUX DE CHERBOURG AU SCANDALE DE LA DETTE CACHÉE

09 Les chantiers navals de Cherbourg au cœur d'un contrat douteux

11 Derrière la pêche, la surveillance des installations gazières

12 Un gouvernement français qui ferme délibérément les yeux

14

II. " LE MOZAMBIQUE, UNE PÉPITE À L'EXPORT " POUR LA FRANCE

15 L'accélération de l'exploration des champs gaziers

17 Une place de choix pour l'industrie fossile et les banques françaises

19 De l'argent public français en soutien aux pollueurs

21

III. L'ACCÉLÉRATION DE LA COOPÉRATION MILITAIRE DANS UN CONTEXTE DE DÉSTABILISATION DE LA RÉGION DE CABO DELGADO

23 La région de Cabo Delgado, entre gaz, insurrection et militarisation

24 L'accélération de la coopération militaire dans une région stratégique pour la France

26

IV. GAZ, MILITARISATION ET CORRUPTION AUX DÉPENS DES DROITS HUMAINS, DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET DE LA BIODIVERSITÉ

27 Boom gazier et militarisation, un cocktail explosif pour les droits humains

30 Loin du développement, le chaos garanti pour le Mozambique

32 Une bombe à retardement dans un pays déjà victime des effets du dérèglement climatique

34

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

36

SOURCES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En 2010 et 2013, d'immenses réserves de gaz ont été découvertes au Mozambique : environ 5000 milliards de mètres cube, les 9^e plus grandes réserves gazières du monde. Il est prévu qu'au moins 60 milliards de dollars soient investis ces prochaines années pour exploiter ces réserves, les plus gros investissements jamais réalisés en Afrique subsaharienne. De quoi faire tourner les têtes. Cela représente plus de la moitié de ce qui serait nécessaire selon les ministres des Finances africains pour faire face à la crise du coronavirus sur l'ensemble du continent. C'est aussi équivalent à 50 fois les fonds récoltés par les Nations Unies pour reconstruire le pays après le passage des cyclones tropicaux Kenneth et Idai. Les plages de sable fin de la province de Cabo Delgado à l'extrême nord du Mozambique sont devenues l'eldorado des industriels du gaz et de toutes les entreprises qui gravitent autour de tels méga projets énergétiques. Cet eldorado tourne déjà au cauchemar pour la population mozambicaine et plus particulièrement pour les habitantes de cette région, en proie à un conflit qui s'embrase.

Un scandale de corruption en lien avec l'exploitation des réserves d'hydrocarbures a plongé le pays dans la crise économique et financière en 2016, avant même que les projets gaziers ne se concrétisent, et la France est au cœur de cette affaire. En 2013, le gouvernement mozambicain conclut un contrat douteux avec les Constructions Mécaniques de Normandie (CMN), appartenant au milliardaire marchand d'armes franco-libanais Iskandar Sifa, pour monter officiellement une flotte de pêche au thon. En réalité, le gouvernement mozambicain contracte illégalement des dettes pour financer un programme de défense, censé lui permettre d'assurer sa souveraineté sur sa zone économique exclusive et les gisements d'hydrocarbures qu'elle contient. Au passage, des pots de vin ont été versés et plusieurs personnes ont été poursuivies pénalement pour fraude et corruption. Cette colossale dette maintient aujourd'hui le Mozambique dans une dépendance aux puissances et multinationales étrangères venues exploiter les réserves d'hydrocarbures ainsi qu'aux revenus gaziers, alors qu'ils sont encore loin d'abonder les caisses de l'État puisque très favorables aux majors gazières et leurs banquiers.

La France à la manœuvre

La France est bien décidée à faire en sorte que cet eldorado gazier, considéré comme « une pépite à l'export », profite en premier lieu à ses multinationales, quitte à semer le chaos. Dès 2013, il semble que le gouvernement français ait délibérément fermé les yeux sur les contours douteux de ce contrat naval, au risque de jouer dangereusement avec le taux d'endettement du

Mozambique et de se rendre complice de pratiques de corruption. L'objectif pour la France n'était pas seulement de sauver les chantiers de Cherbourg, mais aussi d'exporter d'autres types d'armement et de renforcer la marine mozambicaine pour qu'elle soit en capacité de protéger les installations gazières. Déjà à cette époque, les grands groupes énergétiques français convoitaient les immenses réserves d'hydrocarbures. Certaines entreprises étaient même déjà actives dans le bassin de Rovuma, région hautement stratégique pour la France qui contrôle les deux tiers du canal du Mozambique grâce notamment aux Îles Éparses, faisant l'objet d'un conflit territorial avec Madagascar.

Depuis, les vœux des pétroliers français se sont réalisés et les pouvoirs publics ont grandement contribué à les exaucer. Une myriade d'entreprises françaises du secteur des hydrocarbures et de tous les secteurs qui gravitent autour (logistique, sécurité privée) sont aujourd'hui impliquées dans les trois projets gaziers en cours de développement au large du Mozambique (voir carte page 17-18). Depuis plusieurs années, tout l'arsenal français de la diplomatie économique a été activé pour défendre leurs intérêts au Mozambique : visites diplomatiques en présence du patronat, financements publics, missions d'affaires, activation des services économiques de l'ambassade... Ces efforts diplomatiques se sont accentués depuis l'arrivée de Total en septembre 2019 comme principal opérateur du méga projet Mozambique LNG, suite au rachat des actifs africains d'Anadarko. Le gouvernement français a même choisi de soutenir financièrement l'un des trois projets gaziers en accordant une garantie à l'exportation de plus d'un demi milliard d'euros pour faciliter sa réalisation. De nouvelles aides financières publiques du même type pourraient être octroyées prochainement. Les quatre grandes banques privées françaises sont également omniprésentes sur ces nouveaux projets climaticides. Crédit Agricole et Société Générale sont des acteurs centraux, jouant un rôle clé de conseillers financiers auprès des opérateurs gaziers.

Cabo Delgado, une province qui s'embrase

Depuis octobre 2017, des groupes d'insurgés multiplient les attaques. Les violences ont fait au moins 1 100 morts, majoritairement chez les populations civiles. Plus de 100 000 personnes ont été contraintes de se déplacer. L'insurrection, prétendument reliée à l'État islamique et à Al-Shabab, s'est construite sur un enchevêtrement de tensions sociales, religieuses et politiques, exacerbées par l'explosion des inégalités et les violations des droits humains liées aux projets gaziers. Face à cela, le gouver-

nement mozambicain, avec la complicité des puissances et multinationales occidentales, choisit la stratégie de la militarisation pour protéger en priorité les installations gazières, au détriment des populations civiles. Les principaux opérateurs ont même passé un accord avec le gouvernement mozambicain pour leur payer une partie du salaire des forces de sécurité déployées pour les protéger. Rien n'est fait pour s'attaquer aux racines politiques et sociales du conflit. Au contraire, la militarisation de la zone et les activités gazières contribuent à alimenter les tensions qui le nourrissent. Les violations de droits humains se multiplient sur les communautés, prises en étau entre les insurgés, les forces militaires et paramilitaires privées, les multinationales ou leurs sous-traitants. Les impacts des déplacements de populations pour laisser place aux entreprises liées au boom gazier – plus de 550 familles sont privées de leurs terres, de leurs accès à la mer et de leurs moyens de subsistance – sont aggravés par la militarisation de la zone. Les personnes qui tentent de raconter ce qu'il s'y passe sont intimidées par les forces gouvernementales et certaines d'entre elles ont disparu. Par exemple, le journaliste Ibrahim Abu Mbaruco est porté disparu depuis le 7 avril 2020, après avoir prévenu son collègue qu'un groupe de soldats l'avait suivi.

Dans ce contexte et avec l'arrivée de Total, la diplomatie économique française se double d'une accélération de la coopération militaire (voir carte page 22). Au lieu de pousser auprès du gouvernement mozambicain des stratégies de résolution du conflit s'attaquant aux racines de celui-ci, la France contribue ainsi à attiser les tensions dans la province de Cabo Delgado en soutenant ses multinationales du gaz et la militarisation de la zone. De l'armement sous licence française se retrouve même entre les mains de groupes paramilitaires actifs pour contrer l'insurrection, et notamment dans celles d'Erik Prince, l'ancien patron de la compagnie américaine de mercenaires *Blackwater*, bien connue pour ses activités désastreuses dans les guerres en Libye et en Afghanistan. Face à la déroute de l'armée mozambicaine, les compagnies de sécurité privée (russes, américaines, sud-africaines mais aussi françaises) sont en effet de plus en plus présentes. Les banques françaises, quant à elles, continuent de prétendre qu'elles ne travaillent qu'avec des opérateurs qui prennent en compte les droits humains et que les accords sur la protection des installations gazières permettent de protéger les communautés.

Le Mozambique est ainsi en train de s'enfoncer dans la malédiction des ressources naturelles, avec la complicité de l'État français et des multinationales françaises. Le boom gazier s'accompagne de l'exacerbation des conflits et de la violence ainsi que de l'accroissement des pratiques de corruption et des inégalités sociales, comme une répétition de ce que tant d'autres pays notamment sur le continent africain ont connu. Les majors gazières sont en position de force pour imposer leurs conditions et capter tous les profits. Elles

contournent les – déjà très faibles – règles sur le *local content* censées permettre de créer des richesses au Mozambique, et dont le gouvernement mozambicain se préoccupe peu.

Le doigt sur le détonateur d'une bombe climatique : l'hypocrisie du gouvernement français

Tandis que le boom gazier est synonyme de chaos, la France contribue à enfoncer un énième pays du continent africain dans la dépendance à une énergie fossile, dont la science climatique exige pourtant qu'elle ne soit pas exploitée. Les trois projets gaziers en cours de développement pourraient émettre autant que sept années d'émissions de gaz à effet de serre de la France et quarante neuf fois les émissions annuelles du Mozambique: une véritable bombe climatique. Et ils ne représentent qu'une partie des réserves d'hydrocarbures découvertes. En totale contradiction avec les propos du président Emmanuel Macron devant la Convention Citoyenne pour le Climat en janvier 2020, où il disait vouloir aider le Mozambique à ne pas se rendre dépendant de l'exploitation de ces gisements, la France pousse le pays dans le piège du gaz, au nom des intérêts économiques de ses industriels de l'énergie et de leurs banquiers. Ironie du sort: le Mozambique est en première ligne face aux impacts du dérèglement climatique. Il est classé comme l'un des pays les plus vulnérables et a été frappé par des événements climatiques extrêmes il y a à peine plus d'un an.

Pour en finir avec l'hypocrisie, le gouvernement français doit mettre un point d'arrêt à la diplomatie du chaos, au service des industriels des hydrocarbures et de l'armement. Au moment où la distanciation sociale est de règle, il est temps d'imposer des gestes barrières entre lui et les lobbies de l'industrie fossile. Un premier pas serait d'arrêter de soutenir à travers ses aides à l'exportation de telles bombes climatiques, responsables de violations des droits humains. En deux ans, c'est le deuxième scandale que nous révélons impliquant des projets gaziers garantis par l'État français à l'étranger. Après le site de Total au Yémen qui héberge une prison secrète^{1,2}, ce sont désormais les projets gaziers mozambicains qui provoquent le désastre. Dire qu'il faut verdir les garanties du Trésor à l'exportation c'est bien³, reste à transformer les paroles en actes. Il est donc désormais temps que le gouvernement et les parlementaires prennent la mesure de l'urgence climatique et des violations des droits humains associés aux projets soutenus, et cessent d'octroyer ces subventions au secteur du pétrole et gaz dès 2021 en changeant la loi dès cette année. Les entreprises françaises impliquées, banques privées et industriels de l'énergie comme Total, doivent mettre immédiatement fin à leurs activités dans les projets gaziers au Mozambique, au risque de voir leur responsabilité engagée sur le fondement de la loi sur le devoir de vigilance.

CHRONOLOGIE



**INTÉRÊTS
ÉCONOMIQUES FRANÇAIS**



**VENTE D'ARMES &
COOPÉRATION MILITAIRE**



**IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX
ET SOCIAUX**



**SCANDALE DE
CORRUPTION**

2010 À 2013



D'immenses réserves de gaz sont découvertes dans les eaux territoriales au nord du Mozambique. Les entreprises françaises Technip et Schlumberger participent aux recherches.

2012



Septembre

Total entre dans le bassin de Rovuma au large du Mozambique en achetant des parts dans des blocs pétroliers.

2013



Septembre

Une entreprise publique de pêche mozambicaine achète 30 bateaux aux chantiers navals d'Iskandar Safa à Cherbourg (CMN), contrat célébré en grande pompe par le gouvernement français.



Le vice-ministre des affaires étrangères mozambicain déclare que les six patrouilleurs parmi les 30 bateaux « de pêche » achetés nécessitent d'être armés et que des négociations sont en cours avec la France. La même année, la France exporte 12,3 millions d'euros d'armement au Mozambique.

2014



Juin

La France réouvre son service économique à l'ambassade de France au Mozambique. Le ministre du commerce extérieur se rend à Pemba, proche des réserves gazières, en compagnie d'une délégation de chefs d'entreprises, y compris des industriels du pétrole et gaz.

2015



Juillet

Le président mozambicain Filipe Nyusi (ancien ministre de la Défense), nouvellement élu, dédie sa première visite diplomatique hors d'Afrique à la France. Au programme : pas de conférence de presse entre chefs d'État pour ne pas s'étendre sur les *tuna bonds*, au moment où les soupçons de corruption sont de plus en plus palpables au Mozambique, mais des déjeuners discrets pour parler business avec Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, et le patronat français.



Octobre

Les représentants de l'État français dans le canal du Mozambique se déplacent à Maputo, parmi eux un commandant de l'armée venu pour coopérer avec la marine mozambicaine, maintenant qu'ils ont acheté des navires militaires français.

2016



Avril

Le scandale des *tuna bonds* autour de l'achat des bateaux éclate. Le gouvernement mozambicain a contracté des dettes cachées, sous forme d'emprunts garantis par l'État, avec la complicité de l'entreprise d'Iskandar Safa et des banques qui ont arrangé la transaction, dont BNP Paribas. Les bailleurs internationaux gèlent leurs financements, le pays plonge dans la crise financière et économique.

2017



Juin

Un rapport d'un cabinet d'audit confirme que de l'argent a été détourné et que le montage financier visait surtout à financer un programme de défense en connexion avec l'industrie *offshore* du gaz et du pétrole.



La décision finale d'investissement est prise pour Coral South FLNG, premier projet gazier prévu au large de la province de Cabo Delgado. Il est financé par Crédit Agricole, également conseiller financier, ainsi que BNP Paribas, Société Générale et Natixis.



Octobre

Première attaque d'un groupe d'insurgés à Cabo Delgado, nommé Ahlu Sunna Wa-Jama selon le gouvernement mozambicain. Ses premières attaques sont concomitantes avec la concrétisation des projets gaziers, qui exacerbent les tensions sociales, religieuses, ethniques et politiques, à l'origine du conflit qui s'envenime.



4^e trimestre

Le gouvernement français soutient financièrement à hauteur de plus d'un demi milliard d'euros le parapétrolier TechnipFMC pour le premier projet gazier Coral South FLNG.



Décembre

Erik Prince, le fondateur de la compagnie de sécurité privée tristement célèbre *Blackwater*, crée une entreprise au Mozambique et acquiert les navires militaires achetés aux CMN, utilisés pour sécuriser les installations gazières.

2018

**Novembre**

Les futurs revenus gaziers sont au cœur des négociations du gouvernement mozambicain avec ses créanciers sur la restructuration de la dette. Les exportations de gaz sont devenues la seule issue pour rembourser la dette publique qui a explosé suite au scandale.

2019

**Janvier**

Une attaque a lieu à Maganja, à 7 km du site gazier d'Afungi. Les soldats mozambicains ne se déplacent pas, arguant qu'ils sont uniquement chargés de protéger les installations gazières. Les habitantes fuient vers Palma. Pendant ce temps, un sous-traitant des majors gazières en profite pour prendre possession de leurs terres et commencer les travaux de construction.

**Février**

Anadarko – opérateur de Mozambique LNG remplacé quelques mois plus tard par Total – et ENI / ExxonMobil signent un accord avec le ministère de la Défense mozambicain pour protéger leurs installations en échange du paiement d'une partie des indemnités des forces spéciales déployées. L'argent est versé sur un compte dédié qui suscite les soupçons.

**Mars et avril**

Les cyclones tropicaux Kenneth et Idai dévastent une partie du Mozambique. La province de Cabo Delgado n'avait jamais connu de cyclone aussi violent.

**Août**

Des hélicoptères de combat encore floqués du camouflage de l'armée française, opérés par des groupes paramilitaires sud-africains, sont aperçus à Pemba.

**Septembre**

Total devient l'opérateur principal du projet gazier Mozambique LNG en finalisant

le rachat des actifs d'Anadarko. La transaction est conclue dix-huit jours avant le premier tour des élections présidentielles au Mozambique, permettant à Nyusi d'annoncer sur toutes les télévisions une rentrée fiscale de 880 millions de dollars.

2020

Janvier

Emmanuel Macron affirme devant la Convention Citoyenne pour le Climat qu'il faut aider le Mozambique à ne pas se rendre dépendant des énergies fossiles : *« La difficulté qu'on aura collectivement, c'est d'expliquer à des pays pauvres qui découvrent des gisements, comment il va falloir se passer de ces hydrocarbures. [...] Par exemple, le Mozambique découvre qu'il a de formidables gisements dans ses eaux territoriales. Il est en train de les exploiter, d'ailleurs avec parfois avec des opérateurs français. [...] Il va falloir trouver des compensations dans l'économie internationale pour les aider à en sortir et les rendre moins dépendants de cela. »*

**Février**

Visite diplomatique de Jean-Yves Le Drian au Mozambique pour défendre les intérêts de l'industrie fossile française sur le plan économique et sécuritaire. Alors que le nombre de victimes chez les populations civiles s'accroît, Total et ExxonMobil demandent au gouvernement mozambicain le déploiement de 300 soldats de plus autour de leurs installations.

**Mars**

La société française de sécurité privée Amarante Internationale ouvre une antenne à Maputo et répond à l'appel d'offre lancé par Total pour sécuriser ses installations gazières.

**Avril**

Selon l'ONG ACLED, l'insurrection a fait plus de 1 100 morts au Cabo Delgado depuis octobre 2017. Plus de 100 000

personnes ont été déplacées. Les personnes qui tentent de raconter ce qu'il s'y passe sont intimidées ou kidnappées par les forces gouvernementales. Le journaliste Ibrahim Mbaruco est par exemple porté disparu depuis le 7 avril, après que des soldats aient encerclé son domicile.



Des hélicoptères de combat sous licence française sont utilisés par des mercenaires sud-africains de la compagnie militaire privée (PMC) Dyck Advisory Group (DAG) pour contrer l'insurrection.



Avec la chute des cours du pétrole, la décision finale d'investissement pour le projet Rovuma LNG est repoussée. Crédit Agricole demeure conseiller financier pour le développement du projet.

**Mai**

Le site gazier de Total devient l'épicentre de la propagation du Covid-19 au Mozambique.



Lors de la bataille de Macomia, six enfants ont été blessés par les hélicoptères de combat de DAG. Ce sont les premières victimes civiles directement liées à l'implication de PMCs à Cabo Delgado, probablement pas les dernières...

**Juin**

La cérémonie de signature de l'accord financier des 24 milliards de dollars pour le méga-projet de Total Mozambique LNG devrait avoir lieu. Les banques françaises Crédit agricole et Société Générale, également conseiller financier, vont accorder des prêts.

**Octobre**

Business France organise une mission d'affaires, intitulée les « French Gas Days », à Maputo pour aider les entreprises françaises à sécuriser des parts de marché directement liées au boom gazier.



INTRODUCTION

En janvier 2020, Emmanuel Macron répondait à la question d'une des membres de la Convention Citoyenne pour le Climat que l'enjeu pour la transition énergétique n'était pas tant la raréfaction des ressources en pétrole et gaz, mais plutôt de faire le choix politique de sortir de notre dépendance aux hydrocarbures. Pour étayer ses propos, il citait le Mozambique comme un exemple de pays en développement qui a découvert de «formidables» nouveaux gisements gaziers dans ses eaux territoriales et qu'il faudrait aider pour qu'il se passe de ces ressources⁴. Un mois plus tard son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, était à Maputo pour défendre les intérêts des entreprises françaises impliquées dans les projets gaziers, avec en première ligne Total⁵.

Entre 2010 et 2013, d'immenses réserves de gaz ont été découvertes au Mozambique, censées propulser le pays dans le top cinq des exportateurs de gaz naturel liquéfié (GNL) au niveau mondial^{6,7}. Il est prévu qu'au moins 60 milliards de dollars soient investis ces prochaines années pour exploiter ces réserves, les plus gros investissements jamais réalisés en Afrique subsaharienne⁸.

Ces réserves se situent à l'extrême nord du pays, dans la province du Cabo Delgado, qui a défrayé la chronique ces derniers mois suite à l'intensification des attaques de groupes d'insurgés sur les civils et l'armée mozambicaine. Les premières attaques sont concomitantes de la concrétisation des projets gaziers, qui exacerbent les tensions sociales, religieuses, ethniques et politiques, à l'origine d'un conflit qui s'envenime.

Avec l'arrivée de Total comme opérateur de l'un des trois projets et alors que le conflit prend de l'ampleur, la France s'intéresse de plus en plus à cette région,

hautement stratégique pour le Quai d'Orsay, ses industriels et ses banques. Si la diplomatie économique et la coopération militaire s'intensifient depuis quelques mois, les origines de l'implication de la France dans le gaz au Mozambique datent d'un contrat naval signé en 2013. Ce contrat, qui s'est transformé en scandale de corruption, a plongé le pays dans la crise économique et financière, le rendant dépendant des revenus gaziers tant espérés pour rembourser une dette contractée illégitimement.

Le présent rapport vous offre une plongée dans les intérêts français au sein de l'eldorado gazier mozambicain. Entre corruption, militarisation, aggravation des dérèglements climatiques et violations des droits humains ; majors gazières, industriels de l'armement, compagnies de sécurité privée, banquiers et réseaux diplomatiques français en Afrique, le rêve d'un boom gazier à Cabo Delgado commence déjà à tourner au cauchemar...

DES BATEAUX DE CHERBOURG AU SCANDALE DE LA DETTE CACHÉE

39

BATEAUX

vendus au
Mozambique, dont

24

BATEAUX

de pêche jamais
utilisés et

15

NAVIRES

militaires pour
assurer la sécurité
maritime des réserves
d'hydrocarbures

2

MILLIARDS

de dollars d'emprunts
garantis par l'État
mozambicain pour
un contrat à

200

MILLIONS

initialement

800

MILLIONS

de transactions
sur-évaluées et

1,2

MILLIARD

mal comptabilisé

La dette publique
du Mozambique
a bondi de

55 %

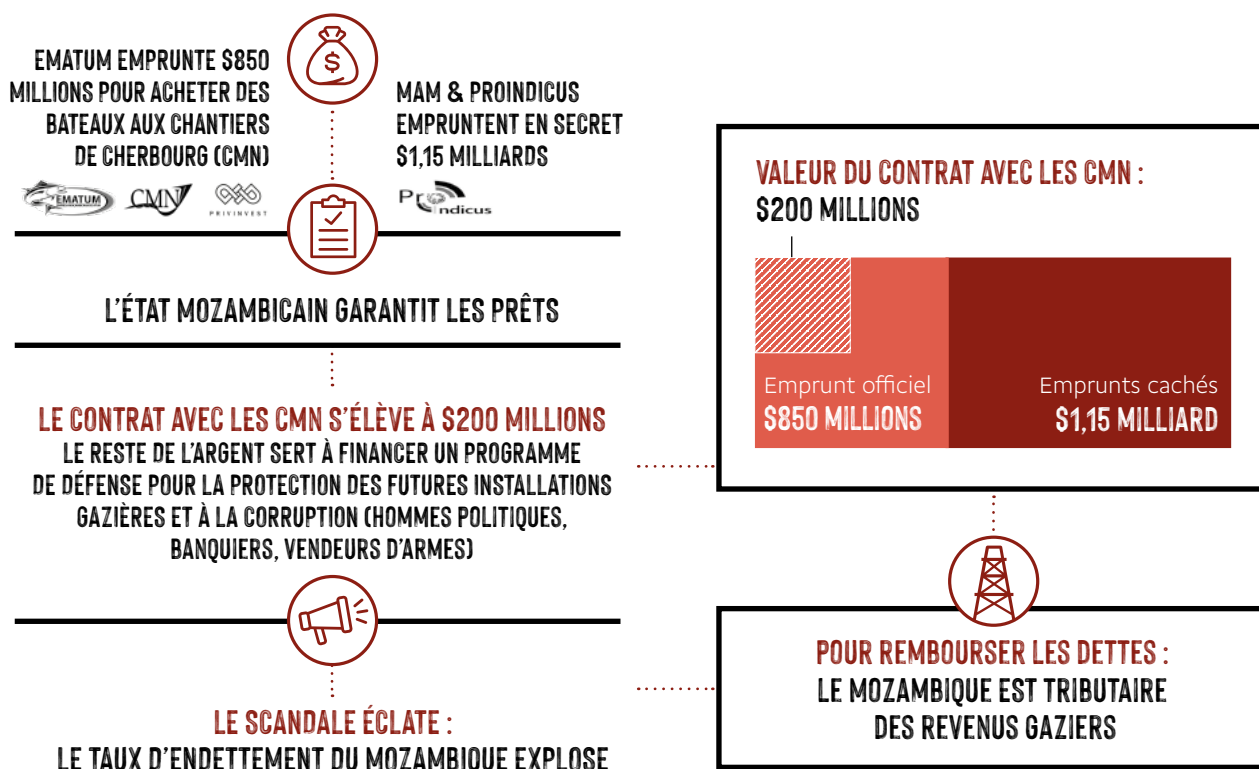
DU PIB À

140 %

entre 2014 et 2016

LES CHANTIERS NAVALS DE CHERBOURG AU CŒUR D'UN CONTRAT DOUTEUX

Le cercle vicieux de l'endettement pour exploiter les réserves de gaz



Le contrat inespéré en pleine vague de redressement productif

Aux origines de l'implication française dans l'exploration des hydrocarbures au large du Mozambique, on retrouve un scandale de corruption et de contraction de dettes cachées. Révélé en avril 2016, il est revenu sur le devant de la scène fin 2019 avec le procès de plusieurs personnes impliquées et accusées de corruption et de fraude aux États-Unis⁹. Le français Jean Boustani, ancien responsable des ventes de Prinvest – la société du milliardaire franco-libanais Iskandar Safa – était sur le banc des accusés. Pour comprendre l'implication de Prinvest et du gouvernement français dans cette affaire, il faut remonter à 2013. Le Mozambique, dirigé à l'époque par Armando Guebuza, lance un emprunt de 850 millions de dollars sur le marché obligataire pour créer de toutes pièces une flotte de pêche¹⁰. L'opération, garantie par l'État mozambicain, est portée par

la société publique mozambicaine de pêche au thon Ematum, d'où le surnom de *tuna bonds*¹¹. Les bateaux doivent être construits par les Constructions Mécaniques de Normandie (CMN) à Cherbourg, détenues par Iskandar Safa à travers la holding Prinvest. Le contrat comprend vingt quatre navires de pêche ainsi que six navires militaires¹², servant officiellement à lutter contre la piraterie qui sévit dans le canal du Mozambique¹³. Pour le chantier naval alors en difficulté et ses 350 employés au chômage technique depuis plusieurs mois, c'est un contrat inespéré évalué à 200 millions d'euros. François Hollande fait le déplacement à Cherbourg aux côtés de trois ministres – Arnaud Montebourg, Bernard Cazeneuve et Nicole Bricq – pour accueillir son homologue mozambicain le jour de la signature du contrat le 30 septembre 2013. Le ministre des Finances du Mozambique, Manuel Chang, qui sera interpellé pour corruption cinq ans plus tard, a lui aussi fait le voyage. En pleine vague de «redressement productif», c'est un



contrat très important pour le gouvernement français et notamment pour Bernard Cazeneuve, ancien maire de Cherbourg.

Du contrat naval au scandale de corruption qui plonge le Mozambique dans la crise économique et financière

Dès 2013, des acteurs de la société civile alertent sur les contours de ce contrat douteux et sur le manque de transparence qui l'entoure¹⁴. Très vite, il apparaît que le montant des emprunts dépasse le montant du contrat : Ematum a emprunté 850 millions de dollars pour un contrat à 200 millions. Mais ce n'est pas tout : en 2016, le *Wall Street Journal* révèle que deux autres entreprises publiques, Proindicus et Mozambique Asset Management (MAM), ont elles aussi emprunté de l'argent¹⁵. Dans le plus grand secret, le gouvernement mozambicain a accordé sa garantie à trois emprunts internationaux, pour un total de 2 milliards de dollars. Ceci sans passer par le Parlement mozambicain comme l'exige la Constitution¹⁶. Ces révélations plongent le pays dans la crise économique. Le Fonds Monétaire International (FMI) gèle ses aides budgétaires, les investisseurs crient au scandale et l'État - garant des prêts - se retrouve en défaut de paiement.

Pour en savoir plus sur ce montage financier aussi complexe que suspect, le FMI décide de confier au cabinet

d'audit international Kroll la réalisation d'une enquête approfondie sur ces emprunts secrets¹⁷. Ce rapport révèle que l'ensemble des transactions a été surévaluée d'au moins 800 millions de dollars, que 1,2 milliard de dollars n'a pas été correctement comptabilisé et que de l'argent a été détourné. Les deux banques qui ont arrangé la transaction, le Crédit Suisse et la banque russe VTB Capital, ont été fortement critiquées. La banque française BNP Paribas, qui a participé à l'émission obligataire de façon plus limitée, s'est montrée très discrète¹⁸.

Il aurait pourtant été facile pour les banques de découvrir que les sociétés mozambicaines, pour le compte desquelles elles émettaient de la dette, n'avaient pas de revenus, ni de contrats pour générer des revenus, et que les prêts n'étaient pas légalement autorisés au Mozambique. Elles savaient aussi que l'argent allait directement au fournisseur, la société mère des CMN, sur des comptes bancaires aux Émirats arabes unis, alors qu'il aurait dû parvenir d'abord aux sociétés publiques mozambicaines, qui auraient ensuite rémunéré la société d'Iskandar Safa. Toutes ces éléments sont d'énormes signaux d'alarme. Soit les banques n'ont pas posé les questions essentielles, soit elles ont ignoré sciemment les réponses obtenues.

DERRIÈRE LA PÊCHE, LA SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS GAZIÈRES

Très vite, il est devenu évident que derrière les *tuna bonds* se cachait en fait un programme militaire, visant à acquérir du matériel et à proposer des services de surveillance maritime aux compagnies pétrolières et gazières actives dans le canal du Mozambique. En effet, au moment de la visite du président mozambicain à Cherbourg, le vice-ministre des affaires étrangères mozambicain Henrique Banze déclare dans une interview à *Associated Press*¹⁹ que les patrouilleurs nécessitaient d'être armés et qu'il y avait des négociations en cours à cet effet avec la France. Il se rétractera par la suite, affirmant avoir confondu les dossiers. Comme le pointe le *Monde Afrique* en 2015, Prinvest est spécialisée dans la livraison de matériel naval militaire et n'a pas construit de navire de pêche au thon depuis 1989²⁰. Le rapport du cabinet Kroll montrera ensuite que tout ce montage financier devait permettre de «fournir au Mozambique les moyens d'assurer sa souveraineté sur sa zone économique exclusive et d'exploiter les ressources naturelles qu'elle

contient», en achetant aussi «des navires utilisés en connexion avec l'industrie offshore du gaz et du pétrole» et que les prêts ont été dissimulés à dessein²¹. Le vrai modèle économique des *tuna bonds* reposait sur la pêche, mais aussi et surtout sur la vente de services de protection à des compagnies pétrolières. La présence des services secrets mozambicains au capital des entreprises qui ont contracté les emprunts, confirme qu'il s'agit bien d'une opération de défense en premier lieu²². Les trois entités sont dirigées par Antonio Carlos do Rosario, un haut responsable des services secrets. Selon l'Institut français des relations internationales, une partie du matériel de sécurité maritime acquis par Ematum a été ensuite allouée au ministère de la Défense, occupé par Filipe Nyusi aujourd'hui président, au ministère de l'Intérieur, et à Proindicus. 500 millions de dollars sur les 850 millions empruntés par Ematum ont aussi été transférés au ministère de la Défense.



Dette et dépendance aux exportations de gaz

Aujourd'hui, le gouvernement mozambicain et ses créanciers comptent sur l'exportation du gaz pour rembourser la dette. Suite à la contraction de ces dettes cachées, le taux d'endettement du Mozambique a bondi de 55% du PIB en 2014 à 140% en 2016²³. Les revenus gaziers sont au cœur des négociations autour de la restructuration

de celle-ci avec les créanciers privés²⁴ comme publics. Dans ces conditions, ce n'est pas un hasard si le gouvernement mozambicain a concentré toute son énergie ces dernières années pour atteindre des décisions finales d'investissement rapide, afin que la production gazière démarre au plus vite et alimente les caisses de l'État²⁵. Ce qui n'est pas pour déplaire aux entreprises françaises et banques impliquées (voir page 17).

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS A DÉLIBÉRÉMENT FERMÉ LES YEUX

Dans toute cette affaire, le rôle du gouvernement français est source de sérieuses interrogations.

Le gouvernement français savait qu'il ne s'agissait pas de pêche

Dès 2013, le cabinet de François Hollande déclarait à *Associated Press* que le contrat avec les CMN n'était qu'une partie d'un contrat plus large avec la holding Privinvest²⁶. Le gouvernement français savait donc qu'il s'agissait d'une commande plus large, incluant des contrats d'armement. Ayant l'habitude de couvrir les ventes des CMN à travers des garanties de l'État, il ne pouvait pas non plus ignorer que le prix des bateaux était largement surestimé²⁷. La réelle intention du gouvernement mozambicain ne pouvait pas lui être inconnue non plus: comment ignorer que Privinvest est une entreprise spécialisée dans la construction de matériel naval militaire et que le modèle économique d'Ematum ne pouvait pas seulement reposer sur la pêche ?

D'autres navires des CMN ainsi que d'autres types d'armement ont été vendus au Mozambique

Les ventes des CMN au Mozambique dépassent les 30 bateaux les plus souvent mentionnés en lien avec le scandale des *tuna bonds*. Au moment où les deux chefs d'État se sont retrouvés à Cherbourg en 2013, les CMN avaient tout juste fini d'achever six navires militaires, dont l'armement devait être mis en place au Mozambique²⁸. La même année, le rapport sur les exportations d'armement de la France remis au Parlement mentionnait une commande de 12,3 millions d'euros de la part du Mozambique²⁹. Pourtant, en 2018, François Hollande déclarait à *Mediapart*: «*La France n'a vendu aucun armement. Les bateaux ont été livrés. Je n'ai pas eu à connaître de cette affaire depuis.*»³⁰ Le rapport ne précise pas de quel matériel il s'agit, ce montant est trop bas pour ne correspondre qu'aux six bateaux commandés. De plus, alors que les soupçons de corruption se font de plus en plus palpables au Mozambique et qu'une commission d'enquête parlementaire est créée, une nouvelle commande est passée en 2015 par le Mozambique aux CMN³¹, portant le nombre total de navires militaires vendus au Mozambique à quinze, sans compter les bateaux de pêche.

Cette commande arrive la même année que la visite diplomatique du président nouvellement élu, Filipe Nyusi, encore au pouvoir aujourd'hui. François Hollande avait été le premier chef d'État à l'inviter après son élection³². À l'époque, les médias ne sont qu'à moitié étonnés que cette visite ne soit pas suivie d'une conférence de presse comme il est normalement d'usage, le gouvernement français ne voulant pas s'étendre sur sa responsabilité dans l'affaire des *tuna bonds*³³. Ironie du sort: le communiqué de l'Élysée relatif à la rencontre mentionne la réduction de la dette Mozambicaine vis-à-vis de la France à hauteur de 17 millions d'euros³⁴. Quoi de mieux que d'annuler la dette d'un pays quand en parallèle on participe à son surendettement de manière illégale pour lui vendre du matériel militaire ?

Par ailleurs, il est fortement discutable que les navires militaires des CMN soient a priori considérés comme du matériel civil ou du matériel à double usage (à cheval entre les biens militaires et civils) et donc que leur vente ne soit pas déclarée dans le rapport annuel sur les exportations d'armes remis au Parlement. Ces intercepteurs et patrouilleurs sont faits pour être armés et mener des opérations de sécurité maritime, pas pour du tourisme.

Les intérêts économiques et géopolitiques de la France derrière ce scandale de corruption

Au-delà de préserver les intérêts économiques des chantiers navals, il semblerait que le gouvernement français ait explicitement fermé les yeux sur ces achats de navires douteux pour deux raisons supplémentaires. D'une part, la France a des intérêts stratégiques forts dans le canal du Mozambique sur le plan géopolitique (voir page 22). D'autre part, les immenses réserves gazières au large du Mozambique suscitaient les convoitises des industriels français de l'énergie et de la logistique, qui y avaient déjà un pied et avaient intérêt à sécuriser leurs activités. Total a considérablement augmenté sa présence dans le bassin du Rovuma en 2019 en rachetant les actifs d'Anadarko dans le

bloc gazier 1, mais la multinationale avait déjà acquis des parts dans les blocs d'exploration pétrolière 3 et 6 en 2012³⁵. Les premiers forages d'exploration avaient d'ailleurs démarré cette année-là³⁶. Les parapétroliers français Technip et Schlumberger sont impliqués dans la recherche et l'exploration d'hydrocarbures au Mozambique depuis 2011³⁷.

Ce n'est donc pas une coïncidence si, à peine un an après la signature du contrat entre les CMN et Emtum, la France a rouvert le service économique de son ambassade au Mozambique après deux ans de fermeture³⁸ et si la ministre du Commerce extérieur y a effectué une visite la même année en compagnie d'une délégation de chefs d'entreprises, incluant les industriels du pétrole et gaz. L'objectif semble évident : jeter les bases d'un partenariat de défense avec l'armée mozambicaine et soutenir les intérêts des industriels français

qui veulent profiter du boom gazier. En 2015, la visite de Filipe Nyusi à Paris se concentre sur la diplomatie économique : déjeuner avec Emmanuel Macron à l'époque ministre de l'Économie³⁹ et rencontres avec le patronat français (Medef International, cadres de Total, Alstom, Technip), tous fortement intéressés par l'eldorado gazier. Quelques mois plus tard, une nouvelle visite officielle de la France est organisée à Maputo. Cette fois-ci, ce sont les représentants de l'État français dans la zone qui se déplacent. Parmi eux, un commandant de l'armée venu pour coopérer avec ses homologues mozambicains, qui déclare au journal *Le Monde* : « Dès lors qu'ils nous ont acheté de l'équipement militaire, il faut faire en sorte qu'il serve », en faisant référence aux navires des CMN, « Or s'ils ont cinq ans pour créer une marine digne de ce nom, il faut qu'ils se dépêchent » en faisant référence au démarrage des projets gaziers⁴⁰.



© Jean Bal

Le gouvernement français a-t-il lui aussi garanti les contrats entre les CMN et les entreprises publiques mozambicaines ?

Une zone d'ombre persiste : le gouvernement français a-t-il, à l'époque, couvert les différents contrats des CMN avec le Mozambique, à travers de Coface, son agence de crédit à l'exportation ? En l'absence de transparence sur les garanties publiques des exportations dans le secteur de l'armement, il est impossible de vérifier cette information. En revanche, selon ce que nous a confié une source proche de l'agence elle-même, la Coface avait l'habitude de couvrir quasi systématiquement pour le compte de l'État les contrats navals

ou aéronautiques. Ceci soit pour assurer des financements privilégiés aux « bons pays », soit pour couvrir les risques économiques et politiques pour les « mauvais pays » comme le Mozambique. Dans ce second cas de figure, la Coface et le ministère des Finances français demandaient systématiquement une contre-garantie des autorités locales, pour s'assurer que le contrat était prioritaire pour celles-ci et pour préserver les intérêts économiques du contribuable français en cas de cessation de paiement. Cela pourrait expliquer que la seule garantie d'État exposée publiquement ait été celle de l'État mozambicain. Si cela venait à être confirmé, cela voudrait dire que le ministère des Finances français avait autant d'informations que les banques sur ce très suspect montage financier.

"LE MOZAMBIQUE, UNE PÉPITE À L'EXPORT" POUR LA FRANCE

945

MILLIONS

de tonnes
de GNL à produire
sur trente ans

31,5

MILLIONS

de tonnes de GNL
par an, plus du tiers
de la totalité du GNL
importé en Europe
en 2019

60

MILLIARDS

de dollars
d'investissement,

4 X

LE PIB

du Mozambique
en 2019, soit

50 X

LES FONDS

levés par les Nations
Unies après le passage
des cyclones Idai
et Kenneth

L'ACCÉLÉRATION DE L'EXPLORATION DES CHAMPS GAZIERS

En 2010 et 2013, d'immenses réserves de gaz sont découvertes au Mozambique : près de 5 000 milliards de mètres cube, les neuvièmes plus grandes réserves gazières du monde pouvant propulser le Mozambique dans le top cinq des exportateurs de GNL au niveau mondial^{41,42}. Celles-ci sont concentrées sur un petit nombre de champs gaziers en eaux profondes (2 000 mètres de profondeur) situés à cheval sur deux blocs, 1 et 4, dont l'exploitation devrait durer une trentaine d'années. Ces deux blocs sont opérés par la multinationale française Total (bloc 1), l'italienne ENI et l'américaine ExxonMobil (bloc 4). Depuis 2017, le développement de trois projets sur ces deux blocs s'accélère :

CORAL SOUTH FLNG : BLOC 4

OPÉRATEUR PRINCIPAL

ENI

CHAMP GAZIER EXPLORÉ

CORAL

CAPACITÉ

3,4 MTPA

(millions de tonnes par an)

DATE DE MISE EN SERVICE VISÉE

2022

MONTANT DES INVESTISSEMENTS

8 MILLIARDS DE DOLLARS

Pour ce projet, les opérateurs ont décidé de tout réaliser en offshore avec une unité flottante de liquéfaction et de stockage de gaz ancrée à 60 km des côtes mozambicaines, avec des forages en ultra-profond à environ 2 km de profondeur. Le gaz sera donc exploité, liquéfié puis directement exporté.

Les deux autres projets ont pour objectif de produire des volumes de GNL bien plus conséquents. La péninsule d'Afungi, à proximité de la ville de Palma, accueille les installations *onshore* : un immense parc industriel de 18 000 hectares où seront construites toutes les infrastructures de GNL (terminaux, trains de GNL, réservoirs, embarcadères, aéroport dédié etc.). Ces installations seront reliées par gazoducs aux champs sous-marins des blocs 1 et 4. Sur la péninsule d'Afungi, Total et ExxonMobil ont démarré les travaux de construction. Total prend en charge la majeure partie des travaux à ce stade, étant plus avancé dans le processus de financement. Environ 8 000 travailleurs étaient sur place avant l'épidémie de Covid-19.

ROVUMA LNG : BLOC 4

OPÉRATEURS PRINCIPAUX

EXXONMOBIL & ENI

CHAMP GAZIER EXPLORÉ

MAMBA

CAPACITÉ

15,2 MTPA

(millions de tonnes par an)

DATE DE MISE EN SERVICE VISÉE

2025

MONTANT DES INVESTISSEMENTS

30 MILLIARDS DE DOLLARS

MOZAMBIQUE LNG : BLOC 1

OPÉRATEUR PRINCIPAL

TOTAL

CHAMPS GAZIERS EXPLORÉS

GOLFINHO & ATUM

CAPACITÉ

12,9 MTPA

(millions de tonnes par an)

DATE DE MISE EN SERVICE VISÉE

2024

MONTANT DES INVESTISSEMENTS

24 MILLIARDS DE DOLLARS

Le bloc 1 contient plus de 1 680 milliards de m³ de ressources de gaz, dont 504 qui seront valorisés grâce aux deux premiers trains de GNL. Total prévoit de développer à terme deux autres trains de liquéfaction pour augmenter la production et a déjà négocié avec les banques pour démarrer le développement des trains 3 et 4, avant même que les deux premiers ne soient opérationnels⁴³. À ce stade, aucune découverte commercialement viable n'a été faite dans les autres blocs d'exploration et notamment ceux où Total détient aussi des parts plus au sud (blocs pétroliers 3 et 6). Des campagnes de prospection sismiques et de forages sont en cours ou devraient reprendre. Elles sont susceptibles d'accroître les réserves d'hydrocarbures potentiellement exploitables du pays.



Covid-19 : ExxonMobil ralentit, Total maintient son calendrier au risque de propager le virus

La crise du coronavirus et la chute des cours du pétrole ont ralenti le développement des projets. Engagé dans un grand plan d'économies, ExxonMobil a décidé de décaler la décision finale d'investissement pour Rovuma LNG⁴⁴. Total, en revanche, a affirmé publiquement vouloir maintenir le calendrier en commençant à exporter le GNL produit par Mozambique LNG dès 2024⁴⁵ et va signer sa première tranche de financement de 15 milliards de dollars en juin⁴⁶. Si l'épidémie de Covid-19 sur le site a obligé Total à ralentir les activités, l'entreprise ne les a pas totalement stoppées. Le 13 mai 2020, on

comptait 74 personnes infectées, en connexion avec l'épidémie sur le site de Total, ce qui représentait 71 % des cas déclarés au Mozambique⁴⁷. Total a communiqué sur des mesures de « mises en quarantaine » consistant à stopper les « activités non-essentiels » et à réduire fortement le nombre de personnes sur le site. Néanmoins, il semble que certain-es travailleur-ses (personnel de nettoyage, cuisinier-ères) ont continué à faire des aller-retours entre le site de Total et leur logement à Palma, risquant de propager le Covid-19 en dehors de la péninsule d'Afungi. Au moins deux cas ont été officiellement détectés chez les habitant.es de Palma, dont les liens avec l'épidémie sur le site de Total sont probables. Total a refusé de répondre aux questions du média mozambicain *Zitamar News* à ce sujet.

UNE PLACE DE CHOIX POUR L'INDUSTRIE FOSSILE ET LES BANQUES FRANÇAISES

Les entreprises françaises ont joué un rôle clé dans la concrétisation de ces investissements massifs dans le secteur du gaz au Mozambique. Total est devenu à l'automne 2019 opérateur du méga projet Mozambique LNG après le rachat des actifs d'Anadarko en Afrique⁴⁸ ; TechnipFMC est parvenu à décrocher des contrats d'ingénierie dans les trois projets ; les banques françaises sont à la manœuvre pour réunir les 60 milliards de dollars visant à les financer. Et ce n'est que le début comme le pointe le ministère de l'Économie et des Finances français : « compte tenu des 60 milliards de

dollars d'investissements prévus dans les projets gaziers pour les cinq prochaines années, et de la présence de Total comme opérateur, les entreprises françaises commencent à affluer, plusieurs nouvelles implantations sont en préparation. »⁴⁹ Beaucoup d'entreprises françaises du secteur de la logistique et des services comptent bien profiter aussi du boom gazier et de toute l'activité économique qu'est censée générer la naissance d'une nouvelle ville à Palma. Selon Business France, elle réunirait à terme 200 000 habitants, alors que ce n'était qu'un village il y a quelques mois⁵⁰.

 CHAMPS GAZIERS



PARC GAZIER D'AFUNGI



INSTALLATIONS OFFSHORE

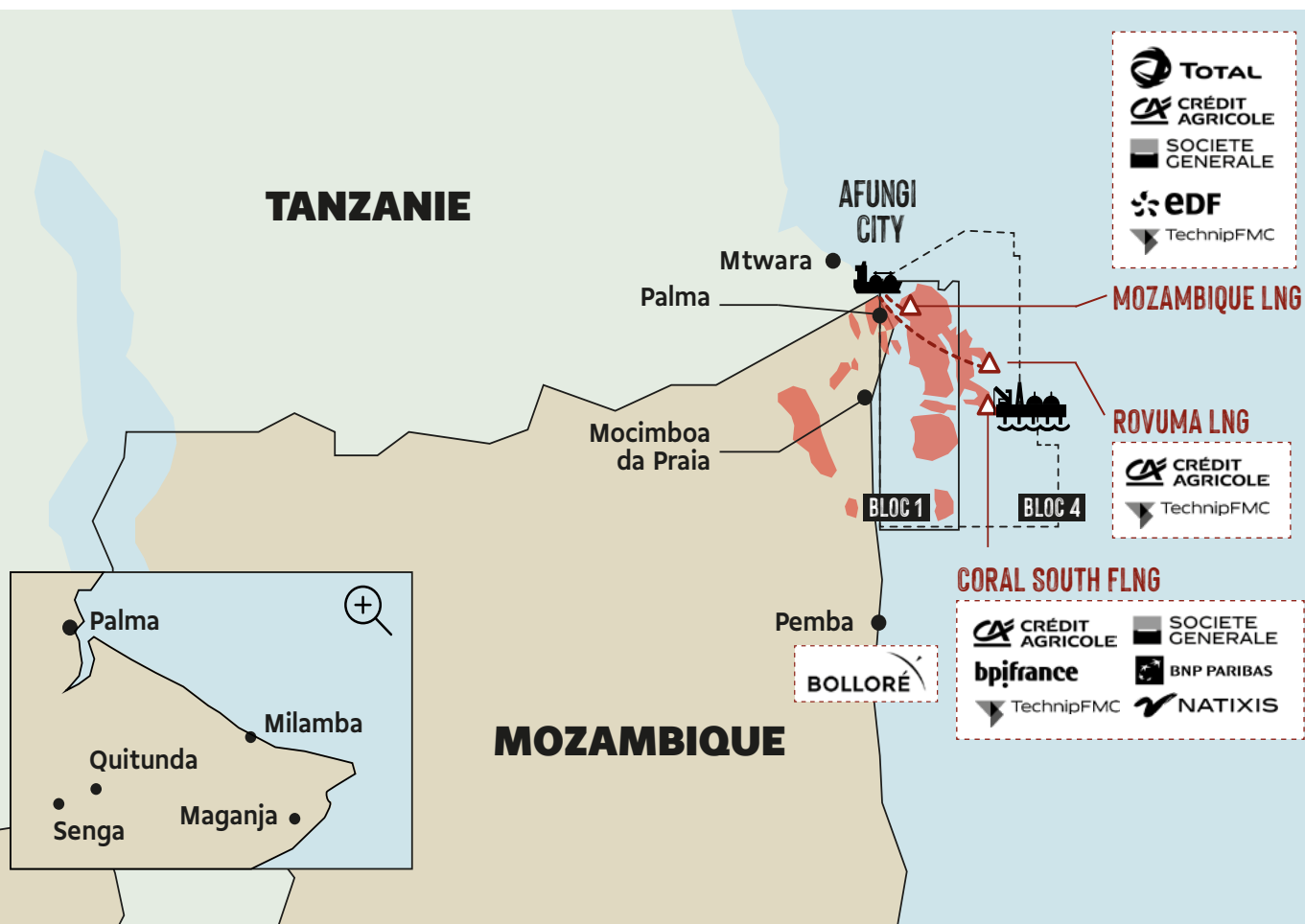
 BLOCS



PLATEFORME DE LIQUÉFACTION FLOTTANTE CORAL SOUTH FLNG



GAZODUCS SOUS-MARINS RELIANT LES INSTALLATIONS EN MER ET SUR TERRE





- Opérateur sur Mozambique LNG (bloc 1).



*Sous-traitant des
opérateurs sur
les trois projets*

- Construit et met en service l'unité de liquéfaction flottante Coral South FLNG⁵¹ ;
- A remporté plusieurs contrats pour des travaux sous-marins sur Mozambique LNG⁵² ;
- Membre du consortium de parapétroliers qui a remporté un contrat d'ingénierie, de fourniture des équipements et de construction sur Rovuma LNG⁵³.



- A remporté de nombreux contrats avec la plupart des opérateurs des projets gaziers⁵⁴.



- L'entreprise fait partie des premières à avoir signé, en 2018, un contrat pour acheter le GNL produit dans le bloc 1⁵⁵.



- A construit un port entièrement dédié aux compagnies pétrolières en 2013 à Pemba⁵⁶.



- Conseiller financier pour Mozambique LNG afin de rassembler les US\$24 milliards nécessaires au lancement du projet ;
- Financier de Coral South FLNG (US\$242 millions) ;
- Financier de Mozambique FLNG⁵⁷.



- Financier de Coral South FLNG (US\$251 millions) ;



- Conseiller financier pour Coral South FLNG et Rovuma LNG afin de rassembler les US\$4,7 milliards et US\$30 milliards nécessaires au lancement des projets ;
- Financier de Coral South FLNG (US\$399 millions) ;
- Financier de Mozambique LNG⁵⁸.



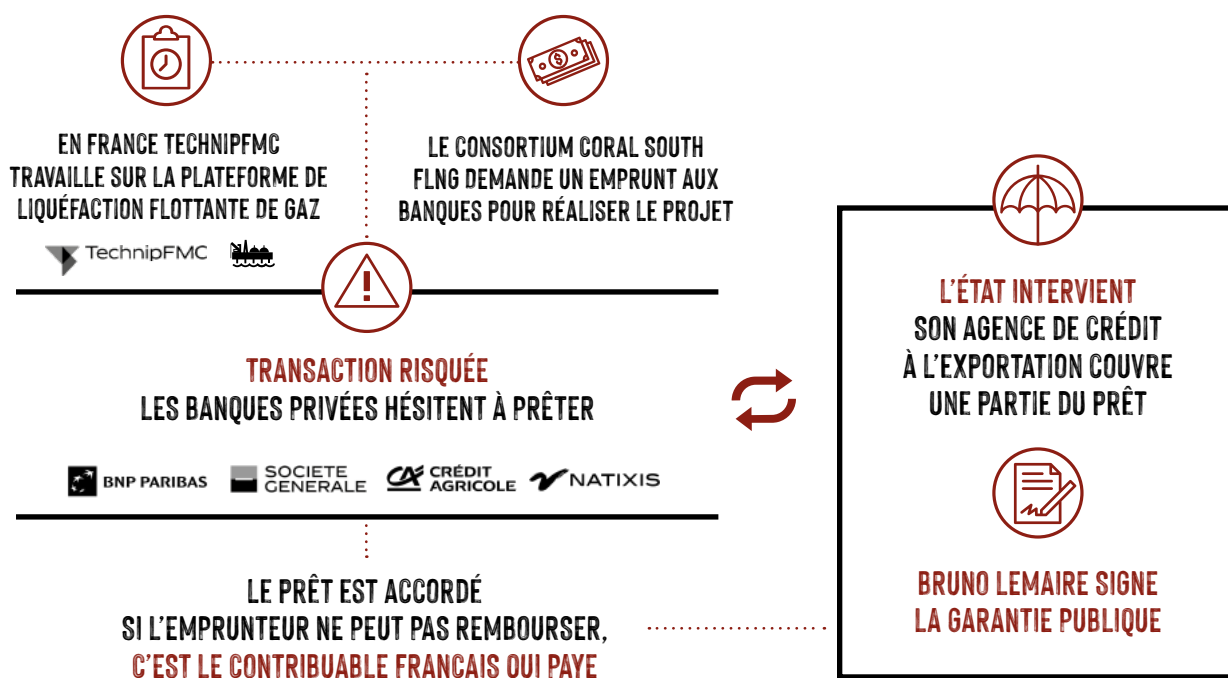
- Agent auprès de l'assureur-crédit SACE pour Coral South FLNG⁵⁹
- Financier de Coral South FLNG (US\$267 millions) ;

DE L'ARGENT PUBLIC FRANÇAIS EN SOUTIEN AUX POLLUEURS

Pour la France, selon le nom d'un rapport sénatorial issu d'un colloque organisé en 2014, le Mozambique est «une pépite à l'export»⁶⁰. Pour s'assurer que les entreprises françaises se taillent une part du gâteau dans l'exploration, la production et le transport de gaz, futur moteur présumé de la croissance mozambicaine, l'État français a mis tout son appareil de diplomatie économique en œuvre. Cela passe d'abord par un soutien financier direct à travers une garantie à l'exportation de plus d'un demi-milliard d'euros (528,21 millions d'euros) accordée au projet Coral South FLNG⁶¹, afin de soutenir TechnipFMC. À travers ce mécanisme financier, l'État se porte garant auprès des banques qui ont accordé des prêts aux opérateurs. Cela revient à apporter une cou-

verture d'assurance à la transaction pour les banques commerciales, ce qui est très important pour un pays comme le Mozambique, risqué sur le plan politique et économique. Sans le concours des agences de crédit à l'exportation, telle que Bpifrance Assurance Export⁶² qui agit pour le compte de l'État français, les majors gazières auraient beaucoup de mal à lever les financements privés pour leurs très coûteux et risqués projets au Mozambique. Étant donné l'implication de Total, de TechnipFMC et des banques françaises dans Rovuma LNG et Mozambique LNG, d'autres garanties à l'exportation pourraient être accordées par la France prochainement.

Les garanties à l'export, comment ça marche ?



Les décisions d'accorder des garanties à l'exportation à ce type de projet sont prises en Commission des garanties, où siègent des représentants du ministère de l'Économie et des Finances ainsi que du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Celles-ci sont signées de la main du ministre de l'Économie et des Finances et pilotées par la direction du financement international des entreprises au sein de la direction générale du Trésor. La garantie octroyée pour Coral South FLNG au quatrième trimestre 2017 a ainsi été approuvée par Bruno Le Maire. Ce soutien financier

constitue la preuve irréfutable d'un soutien politique fort du gouvernement français actuel à l'exploration gazière au large du Mozambique, et participe à créer un effet de verrouillage garantissant l'exploitation de ces gisements d'énergies fossiles jusqu'alors intactes. Si pour n'importe quelle raison, le contrat ne pouvait pas être honoré comme prévu dans les seize prochaines années⁶³, c'est au contribuable français que reviendra de payer des indemnités aux banques, à la place des multinationales françaises.



Total débarque, la diplomatie économique française redouble d'efforts

Comme le démontre la première partie de ce rapport, les canaux de diplomatie économique entre la France et le Mozambique sont déjà actifs depuis 2013. Les réserves d'hydrocarbures mozambicaines y occupent une place clé depuis le début. Avec l'arrivée de Total à l'automne 2019 en tant qu'opérateur de Mozambique LNG, ils ont été réactivés. Les services économiques de l'ambassade de France à Maputo ont pris une place importante auprès du nouvel ambassadeur David Izzo, représentant la France dans le pays d'Afrique australe depuis septembre 2019. En février dernier, Jean-Yves Le Drian a même fait le déplacement pour rencontrer Filipe Nyusi au Mozambique, à l'occasion d'une tournée dans l'Océan Indien⁶⁴. La dernière visite d'un ministre des Affaires étrangères français au Mozambique datait de 2002. Deux jours après avoir annoncé la fin des forages pétroliers maritimes sur le territoire français en refusant de prolonger un permis de recherche au

large des îles Éparses au nom de l'urgence climatique, le gouvernement français était à Maputo pour défendre les intérêts de l'industrie fossile française⁶⁵. En octobre 2020, Business France – l'agence publique française au service de l'internationalisation de l'économie – organise même une mission d'affaires, intitulée les *French Gas Days*, à Maputo pour aider les entreprises françaises à «conquérir les multiples opportunités de marché offertes par le Mozambique», directement liées au boom gazier⁶⁶. Le président mozambicain Filipe Nyusi devait de son côté venir à Paris pour rencontrer Emmanuel Macron et le patronat français à l'occasion du Sommet Afrique-France, initialement prévu début juin 2020 mais décalé à cause de la crise du coronavirus. Un tête-à-tête qui aurait été l'occasion de discuter gaz, mais aussi sécurité⁶⁷. Ces liens étroits entre l'industrie fossile et le ministère des Affaires étrangères sont également nourris par les pratiques de (rétro)pantouflage ou «portes tournantes»: Jean-Claude Mallet, conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian au ministère des Affaires étrangères, a par exemple été recruté par Total en mai 2019 pour occuper le poste de directeur des affaires publiques⁶⁸.

L'ACCÉLÉRATION DE LA COOPÉRATION MILITAIRE DANS UN CONTEXTE DE DÉSTABILISATION DE LA RÉGION DE CABO DELGADO

Depuis que Total a repris les activités gazières d'Anadarko au Mozambique, la coopération militaire entre la France et le Mozambique n'a fait que se renforcer, ceci sur fond de déstabilisation de la région de Cabo Delgado.

 LIMITES CONTESTÉES DE LA ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE DE LA FRANCE DANS L'Océan Indien

 LIMITES OFFICIELLES DE LA ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE DE LA FRANCE DANS L'Océan Indien

 ATTAQUES DES INSURGÉS

 DÉPLACEMENTS DE POPULATION (AU MOINS 100 000 PERSONNES)



HÉLICOPTÈRES SOUS LICENCE FRANÇAISE UTILISÉS PAR LES PARAMILITAIRES SUD-AFRICAINS POUR CONTRER L'INSURRECTION



NAVIRES MILITAIRES DES CMN CONSTRUITS EN FRANCE



NAVIRES DE LA MARINE FRANÇAISE PATROUILLANT DANS LE CANAL DU MOZAMBIQUE



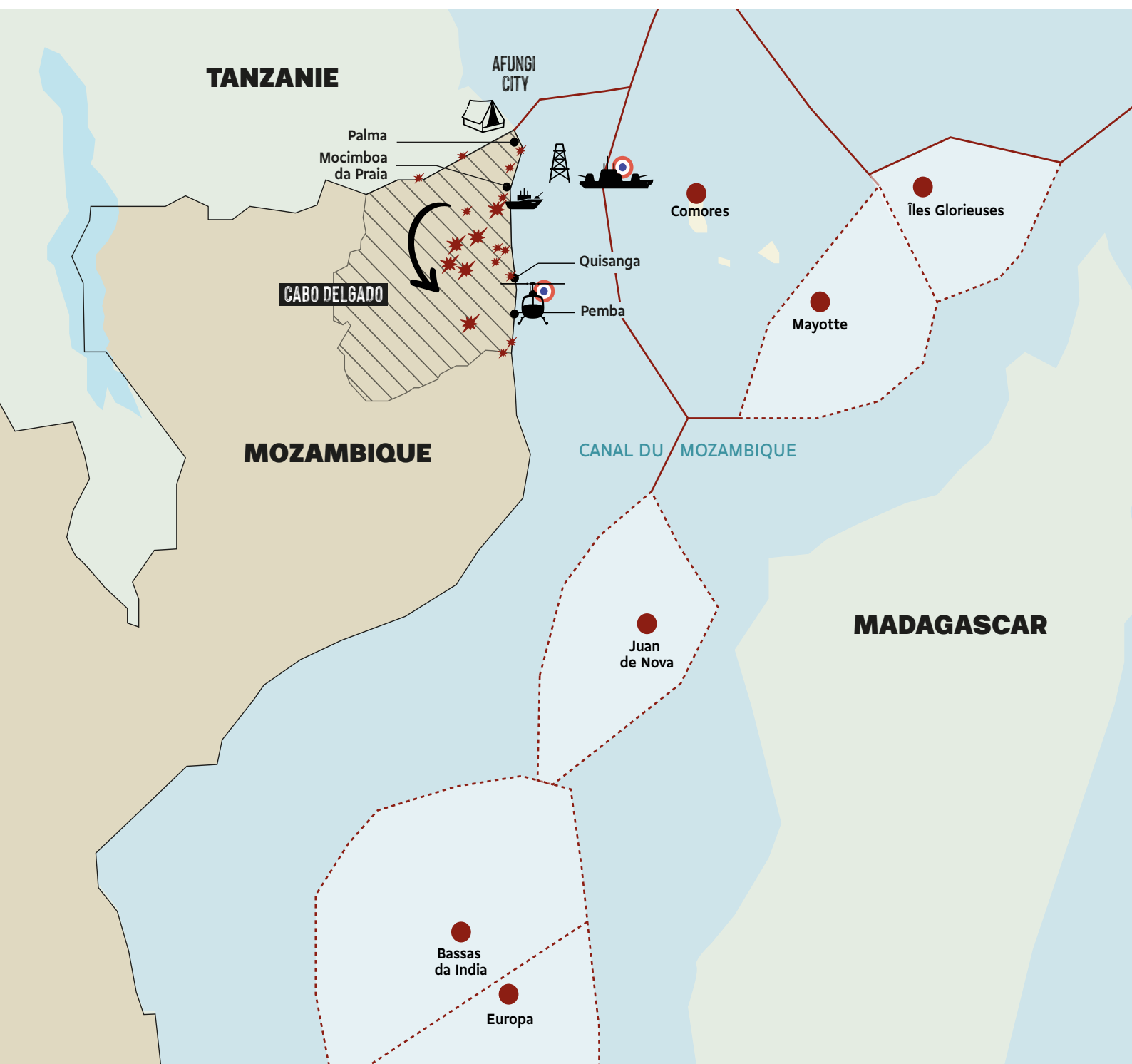
AU MOINS 21 CAMPS MILITAIRES INSTALLÉS AUTOUR D'AFUNGI



PARC GAZIER D'AFUNGI



INSTALLATIONS GAZIÈRES OFFSHORE



LA RÉGION DE CABO DELGADO

ENTRE GAZ, INSURRECTION ET MILITARISATION

Une insurrection qui tue et prend de l'ampleur

Depuis près de trois ans, les attaques de groupes d'insurgés, connus sous le nom de Ahlu Sunna Wa-Jama et que la population locale appelle « al-Shabab », se multiplient dans la région de Cabo Delgado au nord du Mozambique. Selon un décompte de l'ONG Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), les violences ont fait au moins 1100 morts depuis octobre 2017, majoritairement chez les populations civiles⁶⁹. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), au moins 100000 personnes ont été contraintes de se déplacer dans la province depuis la première attaque de ce type le 5 octobre 2017, s'ajoutant aux milliers de déplacés suite au passage du cyclone Kenneth l'année dernière et aux villages entiers déplacés pour construire les installations gazières⁷⁰. Depuis le début de l'année 2020, ACLED observe une forte augmentation de la fréquence des attaques. Le 23 mars dernier, les insurgés se sont ainsi emparés de la ville de Mocímboa da Praia (127000 habitants), à 60km au sud de la péninsule d'Afunji, port stratégique pour les opérateurs gaziers⁷¹.

De multiples facteurs derrière ce conflit

Derrière ce mouvement insurrectionnel se trouve une secte religieuse, ayant des liens forts avec la Tanzanie, revendiquant lutter contre les élites corrompues et pour une application stricte de la charia. Elle est présente dans la région depuis le début des années 2000⁷². Aucune preuve d'une collaboration opérationnelle avec l'État islamique n'a été apportée à ce jour, même si celui-ci a tenté de revendiquer quelques attaques. L'insurrection semble s'être construite sur un enchevêtrement de tensions sociales, religieuses et politiques, exacerbées par l'explosion des inégalités et les violations des droits humains liées à l'exploration gazière (décrites pages 27 à 29). La province du Cabo Delgado est la plus pauvre du Mozambique avec un taux de chômage très élevé, en particulier chez les jeunes. C'est aussi la seule province à majorité musulmane, où les tensions entre populations mwani et macua, d'un côté, et makonde, de l'autre, ont été attisées par des enjeux financiers et de pouvoir⁷³. Selon Michel Cahen, directeur de recherche émérite au CNRS, « le néolibéralisme sauvage, introduit dans un pays qui se disait autrefois marxiste-léniniste, a

attisé les tensions », faisant le lien entre ces attaques et les injustices économiques engendrées par l'exploitation des ressources minières et d'hydrocarbures⁷⁴. Les violations des droits de l'homme attribuées aux forces de sécurité privées engagées par la multinationale Gemfields, qui détient des mines de rubis dans la région, auraient notamment alimenté les premières attaques du groupe islamiste armé à Mocímboa da Praia en octobre 2017. Dans le district de Montepuez, ces acteurs de la sécurité privée auraient détruit les biens des mineurs, torturant et tuant certains habitant.es, dont beaucoup étaient des mineurs artisanaux, afin de les obliger à quitter la zone de concession de la société⁷⁵.

Le choix de la militarisation sous la pression des opérateurs gaziers

En réponse, le gouvernement mozambicain a misé sur la stratégie de la militarisation, laissant de côté les problématiques sociales, économiques, religieuses et politiques qui sous-tendent l'insurrection⁷⁶. Le gouvernement mozambicain a déployé des contingents de forces de police et de l'armée dans toute la région mais ceux-ci se retrouvent totalement en déroute, laissant le champ libre aux insurgés pour démultiplier les attaques. Cinq cents soldats ont été dépêchés pour protéger les installations gazières autour de la péninsule d'Afunji. En février 2020, alors que l'armée mozambicaine était dans l'incapacité de protéger les populations civiles, Total et ExxonMobil auraient même demandé au gouvernement 300 soldats de plus autour de leurs installations⁷⁷. Rien de très étonnant : Anadarko (aujourd'hui Total) et ENI ont signé un accord en 2019 avec le ministère de la Défense mozambicain pour payer directement une partie des salaires de ces forces spéciales qui protègent Afunji, même si cet argent disparaîtrait « dans les poches des patrons » selon certains témoignages⁷⁸. Le journal mozambicain *Canal de Moçambique* a par ailleurs révélé que le compte bancaire sur lequel était déposé l'argent éveillait les soupçons car il n'allait pas directement au Trésor et que les militaires se plaignaient de ne pas être payés. La militarisation de la province engendre toujours plus de tensions, avec des communautés qui se sentent abandonnées à leur sort et menacées sur tous les fronts par l'armée, les opérateurs gaziers et leurs sous-traitants ainsi que par les groupes d'insurgés⁷⁹ (voir pages 27 à 29).

L'échec des groupes paramilitaires privés venus de l'étranger

Pour pallier à cette déroute militaire, le gouvernement mozambicain a fait appel à plusieurs compagnies de sécurité privée : d'abord le Frontier Service Group dirigé par Erik Prince, l'ex-patron de la tristement célèbre société *Blackwater*⁸⁰, puis le groupe paramilitaire russe *Wagner*, qui s'est momentanément retiré après avoir perdu des hommes et dont les liens avec le Kremlin ont inquiété les multinationales du gaz⁸¹. Dernièrement,

les hélicoptères de combat de groupes paramilitaires sud-africains menés par le colonel Lionel Dyck et sa société *Dyck Advisory Group* ont été aperçus et mobilisés contre les insurgés en avril⁸². Des liens entre Lionel Dyck et Erik Prince ont été mentionnés à plusieurs reprises par la presse spécialisée^{83,84}. Les interventions musclées sous la houlette de groupes de sécurité privée ne se sont pas révélées efficaces pour stopper le conflit, voire l'attisent en faisant des victimes collatérales dans les populations civiles (voir page 29).

L'ACCÉLÉRATION DE LA COOPÉRATION MILITAIRE DANS UNE RÉGION STRATÉGIQUE POUR LA FRANCE

La présence militaire française dans le canal du Mozambique

En effet, entre les îles Éparses et le département de Mayotte, la France couvre les deux tiers du canal du Mozambique. Les îles Éparses sont un chapelet d'îles inhabitées qui représentent à peine 50 kilomètres carrés de terres émergées, mais fournit 640 400 km² de territoire marin à la France, soit environ 6% de son territoire maritime⁸⁵. Au-delà de la zone de pêche, c'est un avantage conséquent dans l'océan Indien, qui concentre à lui seul un quart des échanges économiques mondiaux. Or, ce chapelet d'îles est revendiqué par Madagascar et la France refuse depuis la décolonisation de lui rétrocéder. Pour garantir sa souveraineté, la France a donc déployé les forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI), composées de 1 600 militaires, chargées de protéger le territoire national et d'animer la coopération régionale depuis La Réunion et Mayotte⁸⁶. La base navale de Port des Galets à La Réunion est le port d'attache de plusieurs navires militaires, qui patrouillent dans le canal pour maintenir une présence permanente, lutter contre la piraterie et les trafics illégaux. Le port de Pemba dans la province de Cabo Delgado est un lieu d'escale régulier pour la marine française⁸⁷. Visiblement, elle semble entretenir de très bonnes relations avec

les compagnies pétrolières actives au large du Mozambique, notamment avec les navires de forage du parapétrolier italien Saipem, sous contrat pour Eni sur le projet Coral South FLNG⁸⁸.

Militariser la zone pour protéger en priorité les intérêts gaziers ne fait qu'empirer la situation

L'arrivée de Total comme opérateur d'un mégaprojet gazier est donc aussi une bonne nouvelle pour la diplomatie française, lui permettant de renforcer sa présence dans cette zone stratégique. La France a d'ailleurs ouvert une mission de défense à Maputo, inaugurée en septembre 2018⁸⁹. Quand les intérêts de Total et de ses banquiers sont menacés par un embrasement de Cabo Delgado, le gouvernement français ne reste donc pas les bras croisés. Il cherche actuellement à apporter son soutien au gouvernement mozambicain dans la lutte contre l'insurrection au nord du pays. Lors de sa visite au Mozambique en février, c'était d'ailleurs la priorité du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian : parler à ses homologues de la sécurisation des activités gazières de Total et TechnipFMC⁹⁰. Les gouvernements mozambicain et français ont exprimé à cette occasion leur volonté de coopérer

en matière de sécurité maritime. En parallèle, selon la lettre d'information spécialisée *Africa Intelligence*, la France a proposé aux services secrets mozambicains de coopérer en matière d'imagerie satellite pour compléter la surveillance de l'insurrection⁹¹. Selon RFI, la Direction du renseignement militaire française s'intéresse de plus en plus sérieusement à cette zone⁹². Ce n'est donc sans doute pas par hasard si la société de sécurité privée Amarante Internationale, dirigée par l'ex-officier du service action de la DGSE Alexandre Hollander, a ouvert une antenne à Maputo en mars 2020 et candidaté à l'appel d'offres de Total pour assurer la sécurité des infrastructures gazières d'Afundi⁹³.

Or, selon tous les chercheurs observant le conflit comme Alex Vines, la militarisation de la zone pour protéger en priorité les intérêts économiques ne mettra pas fin à l'insurrection⁹⁴. L'engagement d'États tels que la France principalement motivée par des intérêts économiques ou des compagnies de sécurité privée n'y mettra pas fin non plus. Il faut s'attaquer aux racines sociales et politiques de ce conflit ainsi que coopérer avec la Tanzanie pour démanteler les réseaux de radicalisation. La France en soutenant l'industrie gazière sur le plan économique et militaire risque au contraire de préparer le terrain pour une forme de passivité, voire un soutien populaire aux insurgés. Exacerbation des inégalités sociales, militarisation de la zone sans réelle protection des populations, soutien aux pratiques de corruption du gouvernement mozambicain : toutes les conséquences du boom gazier ne font qu'accentuer le ressenti des populations locales envers le pouvoir en place.

De l'armement sous licence française dans les mains de groupes paramilitaires privés

Plus inquiétant encore, il semble que de l'armement français soit tombé entre les mains de groupes paramili-

taires mobilisés pour lutter contre l'insurrection. Quand il s'agit d'armement et de gaz au Mozambique, les navires militaires des CMN ne sont forcément pas loin. En effet, ces patrouilleurs ont été récupérés par Erik Prince, qui a créé en 2017 une joint venture entre sa compagnie de sécurité privée FSG et Ematum, appelée *Tunamar*⁹⁵. Cet américain était le directeur de *Blackwater*, une entreprise de sécurité privée active dans la guerre en Irak et en Afghanistan, dont des agents ont été condamnés aux États-Unis pour avoir massacré 17 civils irakiens⁹⁶. Officiellement active dans l'industrie de la pêche, *Tunamar* possède surtout des intercepteurs achetés aux CMN⁹⁷. Si aujourd'hui la place d'Erik Prince dans la protection des installations gazières n'est pas très claire, les patrouilleurs des CMN servent bien à les sécuriser. Ils ont été vus à Mocimboa da Praia – un centre logistique important pour l'industrie gazière, avec un aéroport et un port par lesquels transite le matériel – lors d'une attaque des insurgés en mars 2020⁹⁸. Erik Prince a des liens très forts avec les Émirats arabes unis, où est aussi installée la holding Privinvest d'Iskandar Safa, impliquée dans le scandale de corruption autour de la vente de ces navires⁹⁹. Il s'est aussi chargé d'amener des hélicoptères de combat en août 2019 depuis l'Afrique du Sud pour pallier les failles de l'armée mozambicaine, des Gazelles encore floquées du camouflage de l'armée française, opérées par un colonel zimbabwéen à la retraite, appelé Lionel Dyck^{100,101}. La direction générale de l'Armement s'est visiblement activée pour retracer la revente de ces appareils¹⁰². En avril 2020, de nouveaux hélicoptères ont été aperçus dans le Cabo Delgado, opérés par la compagnie de sécurité Dyck Advisory Group, dont une Gazelle, fabriquée au Royaume-Uni sous licence française et mise en vente en 2014^{103,104,105}. Selon certaines sources, celle-ci aurait été rachetée par un « collectionneur » anglais, qui l'aurait ensuite revendu au groupe paramilitaire sud-africain¹⁰⁶.



Tout export dans un pays tiers de ce type d'armement doit normalement faire l'objet d'une autorisation du ministère des Armées, étant donné que la licence est française. Peu importe le trajet exact de cet hélicoptère, le gouvernement français doit répondre publiquement à la question suivante : comment de l'armement sous licence française se retrouve-t-il dans les mains de groupes paramilitaires actifs au nord du Mozambique ?

GAZ, MILITARISATION ET CORRUPTION AUX DÉPENS DES DROITS HUMAINS, DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET DE LA BIODIVERSITÉ

Les 3 projets en cours
de développement
émettraient
autant que

7

ANNÉES

d'émissions de gaz
à effet de serre
de la France et

49

ANNÉES

de celles du
Mozambique

1 100

MORTS

plus de

100 000

PERSONNES

contraintes de se
déplacer depuis le
début de l'insurrection

556

FAMILLES

déplacées à cause
des projets gaziers

8

KILOMÈTRES

entre le bloc 1 et
la biosphère des
Quirimbas reconnue
par l'UNESCO

90 %

de la production
de gaz est destinée
à l'export

BOOM GAZIER ET MILITARISATION, UN COCKTAIL EXPLOSIF POUR LES DROITS HUMAINS

Sur le terrain, les communautés sont en première ligne face aux conséquences du boom gazier et du conflit qui mine la province de Cabo Delgado. La militarisation de la zone impacte le processus de relocalisation et de compensation des 556 familles déplacées par les opérateurs gaziers, déjà défailant à l'origine. Les déplacements de populations à cause des projets gaziers ainsi que la militarisation de la zone en faveur des multinationales gazières et au détriment des communautés locales exacerbent ainsi les tensions. Justiça Ambiental (JA!) – Les Amis de la Terre Mozambique – ont travaillé avec les populations du Cabo Delgado depuis 2007. Plus de 100 plaintes ont été documentées par JA! afin de soutenir les communautés impactées pour faire valoir leurs droits face aux majors gazières, leurs sous-traitants ainsi que face au gouvernement mozambicain¹⁰⁷. La plupart des éléments ci-dessous proviennent de leur travail de terrain¹⁰⁸.

Les relocalisations de populations par les majors gazières exacerbent les tensions et placent les communautés dans la précarité

Pour construire les installations *onshore*, plusieurs villages entiers, dont les populations sont dépendantes de la pêche et l'agriculture, ont été déplacés par Anadarko, puis Total. Même si leurs uniformes ont changé, ce sont les mêmes personnes qui sont en charge du lien avec les communautés sur le terrain. 556 familles ont dû quitter leur village. Les habitantes de Milamba ont par exemple été déplacées à l'intérieur des terres vers le mini-village de Quitunda construit au beau milieu de Senga, où uniquement les maisons du maire et des enseignants étaient meublées. Beaucoup d'habitants de Milamba étaient à la fois pêcheurs et agriculteurs. Ils ont en compensation reçu des terres agricoles totalement inaccessibles, à plus de vingt kilomètres du village. Il en va de même pour leur accès à la mer, quand les bus mis à disposition pour y accéder ne correspondent pas aux horaires de pêche. Cet éloignement géographique devient un obstacle infranchissable lorsque règne la peur d'être pris pour des insurgés par l'armée et donc de se faire tirer dessus. Aujourd'hui, cette communauté se retrouve donc privée de tout accès à la mer pour pêcher, et aux *machambas*¹⁰⁹ pour cultiver, autrement dit, de tout moyen de subsistance. À cela s'ajoute un accès détérioré à l'éducation, quand suite à un vol de fournitures, l'école construite dans le village d'accueil reste totalement vide.

Anadarko avait prévu de prendre des terres au village de Senga pour les donner aux communautés de Milamba et Quitupo, ce qui a causé beaucoup de mécontentement. Aujourd'hui, Total se rendant compte que les terres prévues par Anadarko ne permettent pas de répondre aux promesses faites à la communauté de Milamba, il empiète encore plus sur Senga et commence également à le faire sur le village de Macala. L'entreprise cherche même à négocier des terres situées en dehors de l'autorisation délivrée par le gouvernement mozambicain. La population de Senga se retrouve donc privée de beaucoup de terres, entre celles requises pour les communautés déplacées, celles attribuées à d'autres entreprises (contractuels et prestataires de services), et celles occupées par l'armée mozambicaine, qui y a installé au moins 21 camps militaires autour du parc d'Afungi. Ces relocalisations hasardeuses de populations en majorité musulmanes vivant initialement sur la côte (Milamba), dans un village majoritairement catholique (Senga) sont particulièrement malvenues dans le contexte actuel de déstabilisation de la région. D'autant plus que les compensations sont inférieures pour les habitants de Senga qui ont dû abandonner des terres, par rapport à celles octroyées à ceux de Milamba. Cela ne peut qu'exacerber les tensions ethniques déjà existantes.

Les attaques des insurgés et les difficultés de transport entre Pemba et Palma rendent par ailleurs difficile l'obtention de produits de première nécessité à Palma.

Les prix des biens de consommation comme le riz, l'huile et le sucre ont grimpé en flèche, ce qui aggrave encore plus les conditions de vie des communautés pour certaines privées de l'agriculture et de la pêche.



**UN HABITANT DE MILAMBA
QUI ÉTAIT PÊCHEUR :**

“ L'environnement à Quitunda est très différent de celui dans lequel je vivais à Milamba. Ils ont changé ma vie en fonction de leurs besoins. La compagnie m'a promis des compensations et une bonne vie, mais quand je compare ma vie actuelle avec la précédente, je constate que la vie de Milamba était meilleure que celle à Quitunda. ”



**UNE FEMME ÂGÉE
DE MILAMBA :**

“ Ils m'ont donné une maison mais je n'ai pas de champ pour produire et subvenir à mes besoins. Ils considèrent que les deux sacs de riz qu'ils m'ont donnés sont suffisants, mais pensent-ils que cette quantité me satisfait ? ”



**UNE RÉALITÉ QUI CONTRASTE AVEC
LES DÉCLARATIONS DE BNP PARIBAS**

“ BNP Paribas ne s'engage sur ce type de projets qu'avec des acteurs reconnus du secteur, qui ont une capacité prouvée à mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de gestion de l'impact sur les communautés vivant à proximité¹¹⁰. ”



**L'EX-DIRECTEUR DE L'AGENCE DE CRÉDIT À
L'EXPORTATION FRANÇAISE BPI FRANCE ASSURANCE
EXPORT EST QUANT À LUI EST PLUTÔT HONNÊTE :**

“ Notre priorité n'est pas les droits de l'homme ni l'environnement, notre priorité est l'emploi en France¹¹¹. ”

La protection des populations civiles n'est pas la priorité de l'armée

Alors que les attaques des insurgés poussent les habitants de la région de Cabo Delgado à quitter leurs foyers, les communautés concentrées autour de la péninsule d'Afungi craignent de fuir leurs villages, de peur que Total ou un de ses sous-traitants ne s'empare de leurs terres en leur absence. C'est en effet ce qu'il s'est passé pour le village de Milamba. Lorsqu'une attaque a eu lieu en janvier 2019 près de Maganja – à sept kilomètres du parc d'Afungi – et que les soldats ne

se sont pas déplacés arguant qu'ils étaient chargés de protéger les installations gazières¹¹², la communauté a fui vers Palma. La compagnie portugaise de BTP Gabriel Couto, contractée par Anadarko puis Total, en a profité pour prendre possession des terres et commencer les travaux de construction de l'aérodrome.



**UN ANCIEN HABITANT
DE MILAMBA :**

“ Je suis commerçant, pêcheur et guérisseur. Avant, je soignais beaucoup de maladies, mais maintenant je ne fais plus ce travail car j'ai peur d'aller dans la brousse pour chercher des plantes. Les militaires peuvent me confondre avec les insurgés, alors j'ai abandonné cette activité. ”



**CRÉDIT
AGRICOLE :**

“ Le consultant indépendant environnemental et social des prêteurs confirme que le plan d'action est adapté en permanence afin d'assurer la sécurité des personnes travaillant à son développement et également la sécurité des communautés locales. [...] À ce jour, aucune attaque n'est à déplorer dans la zone du projet ou contre les communautés locales à proximité, signe que les mesures de sécurité mises en place au profit des communautés locales est suffisamment dissuasif¹¹³. ”

Des propos qui contrastent avec ceux de l'ONG spécialisée dans le suivi des conflits à travers le monde ACLED, qui publie désormais des rapports hebdomadaires sur l'évolution du conflit à Cabo Delgado en partenariat avec les médias mozambicains Zitamar News et Mediafax. Elle a répertorié de nombreuses attaques sur les communautés vivant proches des installations gazières, comme à Maganja. Elle considère aussi que les efforts militaires du gouvernement mozambicain continuent au contraire d'accélérer l'insurrection, en raison des accusations de violations des droits humains par les militaires sur les populations civiles et de l'absence d'une stratégie globale, qui intègre à la fois les enjeux de sécurité mais aussi la collaboration avec les communautés locales¹¹⁴.

Presque tous les camps militaires identifiés par Justiça Ambiental sont proches des terres allouées à des contractuels de Total, démontrant que la priorité de l'armée mozambicaine est bien les entreprises, au détriment de la protection des populations. Ce qui n'est pas étonnant puisque ce sont visiblement les majors gazières qui paient une partie des salaires des forces spéciales¹¹⁵.

La peur des militaires, coupables de violations des droits humains

Les forces spéciales mozambicaines sont omniprésentes autour de la péninsule d'Afungi. Elles sont aussi aux côtés des représentants des entreprises lorsqu'ils viennent rencontrer les communautés, une présence perçue comme une forme d'intimidation par les populations qui craignent donc de s'exprimer. Avec l'accélération des attaques, l'armée mozambicaine a recruté massivement et envoyé de nombreux jeunes soldats à Cabo Delgado, sans aucune formation mais avec une forte sensation de pouvoir. Étant donné que ceux-ci ne reçoivent pas leurs salaires dans les temps et qu'ils manquent de nourriture, des vols au détriment des populations civiles ont été observés¹¹⁶. Les femmes sont particulièrement menacées, à la fois par les groupes d'insurgés – plusieurs cas de kidnapping ont été recensés – et par l'armée. Plusieurs femmes ont été victimes d'abus sexuels par les militaires, mais ont peur de parler.

Selon les rapports hebdomadaire d'ACLED, la compagnie militaire privée Dyck Advisory Group (DAG) a été mobilisée aux côtés de l'armée mozambicaine pour contrer une attaque des insurgés le 28 mai dans la ville de Macomia¹¹⁷. Lorsque leurs hélicoptères (comportant au moins une Gazelle sous licence française) sont arrivés, les insurgés ont changé leurs uniformes militaires pour enfiler des vêtements de civils, afin de semer la confusion chez les artilleurs. Les hélicoptères ont quand même tiré au milieu des populations civiles. Le gouvernement a affirmé avoir tué 78 insurgés dans leur contre-attaque, dont deux chefs d'insurgés, bien qu'aucune preuve de ces affirmations n'ait été apportée. En plus des insurgés qui ont été touchés, six enfants de la ville ont également été blessés par les tirs des hélicoptères de combat. Les enfants se sont rendus à l'hôpital

de Pemba. D'autres habitants ont rapporté que des hélicoptères ont tiré sans discernement sur des civils qui tentaient de fuir la ville pendant la bataille. Les enfants blessés sont les premières victimes civiles directement liées à l'implication de compagnies militaires privées à Cabo Delgado. Ce ne sont probablement pas les dernières.

Tout ceci se passe dans le silence le plus total, avec une presse muselée et des chercheurs intimidés par le gouvernement mozambicain : matériel saisi, expulsion de la zone, détentions arbitraires. Ainsi, depuis juin 2018, Human Rights Watch et Amnesty International ont documenté de nombreux cas où les forces gouvernementales ont empêché plusieurs médias ou journalistes de se rendre dans la région de Cabo Delgado, ainsi que des cas où les forces de sécurité ont détenu ou arrêté des journalistes s'étant rendus dans la province, sur la base de fausses accusations¹¹⁸. Dernier événement inquiétant en date : Ibrahim Abu Mbaruco, journaliste pour une radio communautaire locale de Cabo Delgado, a disparu depuis le 7 avril 2020. Ce jour-là, il a envoyé son dernier SMS à 18 heures pour dire à un collègue qu'un groupe de soldats l'avait suivi à Palma et avait encerclé sa maison. Il n'a pas répondu à son téléphone et est porté disparu depuis¹¹⁹. Des cas similaires se sont produits avec des membres des communautés locales, qui ont dénoncé les injustices et les abus commis dans la région. Pas plus tard que le 20 mai 2020, M. Selemene, de Palma, a été kidnappé très tôt le matin, 24 heures après avoir dénoncé les mauvais traitements et la brutalité des militaires dans la région. Il avait participé à l'organisation d'un rassemblement lors duquel les communautés locales exprimaient leurs préoccupations. Au moment où nous écrivons ces lignes, il est toujours porté disparu.

LOIN DU DÉVELOPPEMENT, LE CHAOS GARANTI POUR LE MOZAMBIQUE

La malédiction des ressources naturelles

Le FMI estime que 100 milliards de dollars d'investissements directs étrangers pourraient au total être injectés sur une période de 30 ans au Mozambique sur ces gisements. Les majors gazières, en tête de ces investissements, affirment que leurs projets permettront de «développer le pays» et de générer des revenus qui sortiront le Mozambique de la pauvreté. Ce discours est un mythe: au-delà de tous les impacts directs du projet sur les populations vivant à Cabo Delgado cités plus haut, tous les signaux sont au rouge en matière de retombées économiques et sociales pour le pays, déjà en train de tomber dans le phénomène de la «malédiction des ressources naturelles». Cette théorie vérifiée dans plusieurs pays du continent africain énonce que les pays riches en ressources naturelles mais avec de faibles instances démocratiques de gouvernance se retrouvent confrontés à une forte volatilité économique, à l'accroissement des pratiques de corruption et des inégalités sociales – les flux financiers résultants de leur exploitation ne profitant pas aux populations mais enrichissant une minorité –, à l'exacerbation des conflits et de la violence. Le Mozambique est en train de vivre une forme de malédiction avant même la mise en exploitation des ressources gazières : tous ces maux se développent, alors que les richesses promises par le gaz n'ont pas encore pointé le bout de leur nez et ne sont pas près d'alimenter les caisses de l'État. Tandis que le gouvernement mozambicain s'est déjà enfoncé dans un cercle vicieux, avec l'exportation massive de GNL comme seule porte de sortie aux dettes cachées qu'il a contractées¹²⁰, ce pari s'annonce déjà comme perdant pour la majeure partie de la population. 90% de la production de GNL est destinée à l'export. Les projets ne visent donc pas à augmenter l'accès à l'énergie des populations. Seuls trois petits projets industriels locaux ont été sélectionnés, dont deux pour exporter des engrais (Yara) et des carburants liquides (Shell).

Des multinationales en position de force pour imposer leurs conditions et capter tous les profits

Tout d'abord, les accords entre le gouvernement et les opérateurs sont structurés de manière à ce que les recettes des exportations ne commenceront à remplir

réellement les caisses de l'État qu'à partir des années 2030, même selon les scénarios les plus optimistes, une fois que les compagnies gazières auront récupéré leurs investissements¹²¹. Ceci sans compter le retard que les projets gaziers pourraient prendre: face à la chute du cours du pétrole, ExxonMobil a déjà annoncé qu'il décaillait la décision finale d'investissement pour Rovuma LNG¹²². Au total, selon tous les scénarios¹²³, les revenus au bénéfice des majors gazières et des financeurs seront supérieurs à ceux de l'État mozambicain. Même sans prendre en compte la contrainte climatique, des études montrent que l'offre sur le marché du gaz naturel liquéfié était surabondante avant la crise du coronavirus, qui a aggravé la situation¹²⁴. Il y a donc de grandes chances pour que ces actifs deviennent rapidement échoués, une fois que les multinationales auront bénéficié des conditions fiscales les plus avantageuses dans les premières années. Le bénéfice global de l'ensemble du projet serait alors économiquement insignifiant pour la population du Mozambique.

Sur ce type de projet d'énergie fossile, les opérateurs comme Total, ExxonMobil ou ENI sont normalement obligés de créer des emplois locaux, selon des règles édictées par le pays qui possède les ressources en hydrocarbures sur son sol, appelées *local content*. Des observateurs ont cependant déjà relevé que le gouvernement mozambicain s'est largement focalisé sur des décisions finales d'investissement rapides, afin d'obtenir des revenus au plus vite et combler la dette, au détriment du développement de ce *local content*. Alors même que ces exigences étaient dérisoires, elles ont été contournées par les majors et leurs contractuels¹²⁵. Le gaz a créé d'énormes attentes, mais les populations locales se plaignaient dès 2016 d'être souvent ignorées, même quand il s'agit de pourvoir des emplois non-qualifiés. Elles affirment que les majors et leurs contractuels préfèrent embaucher des étrangers ou des personnes venant de la capitale, plutôt que des locaux¹²⁶, alimentant ainsi les tensions communautaires et ethniques et le conflit au Cabo Delgado.

L'évasion et la fraude fiscale semblent avoir le vent en poupe : le Centro de Integridade Pública (CIP) a étudié le schéma fiscal d'un des trois projets, Coral South FLNG, et conclut qu'il les favorise¹²⁷. De plus, il s'interroge sur les raisons pour lesquelles les opérateurs du bloc 4 ont

créé un véhicule de financement spécifique (une SPV) pour financer la plateforme flottante de liquéfaction gazière, enregistrée dans une zone de libre-échange

à Dubaï aux Émirats Arabes Unis, soit dans un paradis fiscal. C'est ce montage financier qui a été garanti par l'État français.



Quand le business de Total et le calendrier politique de Nyusi font bon ménage

D'autre part, alors que tous les observateurs ont souligné que les dernières élections en 2019, renouvelant le mandat de Filipe Nyusi, le candidat du Frelimo – parti politique étroitement lié au monde des affaires – ont été entachées de fraude électorale massive, il est légitime de questionner le timing de la finalisation du rachat des actifs d'Anadarko par Total. En effet, la tran-

saction a été conclue dix-huit jours avant le premier tour des élections, permettant opportunément à Nyusi d'annoncer sur toutes les télévisions une rentrée fiscale de 880 millions de dollars, un peu moins du quart des recettes prévisionnelles de l'État pour 2020¹²⁸. Au-delà de l'effet d'annonce, cela nourrit des soupçons sur un possible détournement de ces fonds au profit de la campagne électorale du Frelimo. Avant d'être élu président en 2015, Filipe Nyusi était Ministre de la Défense au moment du scandale des dettes cachées.

UNE BOMBE À RETARDEMENT DANS UN PAYS DÉJÀ VICTIME DES EFFETS DES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES

Rendre l'économie d'un pays entier dépendante des revenus liés à l'exportation du gaz est un pari d'autant plus dangereux face au péril climatique et à la nécessité de laisser les énergies fossiles dans le sol.

L'hypocrisie d'Emmanuel Macron

Comme l'a souligné Emmanuel Macron lui-même devant la Convention Citoyenne pour le Climat en janvier dernier : *« Il faut plutôt choisir d'en [sic les hydrocarbures] sortir progressivement, que de savoir s'il y aura une raréfaction parce que la difficulté qu'on a, c'est que dans certaines régions, on découvre de nouveaux gisements. La difficulté qu'on aura collectivement, c'est d'expliquer à des pays pauvres qui découvrent des gisements, comment il va falloir se passer de ces hydrocarbures. [...] Par exemple, le Mozambique découvre qu'il a de formidables gisements dans ses eaux territoriales. Il est en train de les exploiter, d'ailleurs avec parfois avec des opérateurs français. [...] Il va falloir trouver des compensations dans l'économie internationale pour les aider à en sortir et les rendre moins dépendants de cela. »*¹²⁹ Or, la France, en totale contradiction avec les propos du chef de l'État et en dépit de l'urgence climatique, met tout en œuvre pour aider les opérateurs français à exploiter ces nouveaux gisements de gaz et donc enfoncer le Mozambique dans cette dépendance pour au moins 30 ans.

Une véritable bombe climatique dans un monde en surchauffe

Selon nos calculs¹³⁰, les trois projets gaziers en cours de développement pourraient émettre autant que sept années d'émissions de gaz à effet de serre de la France et 49 années d'émissions de gaz à effet de serre du Mozambique. Ceci alors que Total prévoit d'accroître les capacités de liquéfaction et que des travaux de recherche et d'exploration sont en cours sur d'autres blocs.

Des analyses du budget carbone mondial disponibles depuis 2016 démontrent que les mines de charbon et les gisements de pétrole et de gaz actuellement en

cours d'exploitation pourraient déjà émettre assez de gaz à effet de serre pour amener la planète hors des objectifs de l'Accord de Paris – de limiter le réchauffement bien en-dessous de 2°C et de s'efforcer de le limiter à 1,5°C¹³¹. En d'autres termes, éviter les conséquences les plus dramatiques de l'emballement climatique décrites par les scientifiques¹³² ne sera possible qu'à condition d'enrayer de toute urgence l'expansion des énergies fossiles. Quatre ans après la signature de l'accord international sur le climat, les perspectives s'assombrissent. Dans un rapport de fin 2019, les Nations Unies évaluent que les gouvernements et les industriels prévoient de produire plus du double d'énergies fossiles de ce qui serait compatible avec une trajectoire + 1,5°C – 59% de plus pour le secteur du pétrole, 70% pour le secteur du gaz¹³³. Autrement dit, si tous les États et multinationales impliqués dans ces projets étaient réellement sérieux quant au respect de l'Accord de Paris, les réserves gazières au large du Mozambique resteraient sous l'eau.

Le gaz n'est pas une énergie de transition

Les majors pétrolières et leurs financeurs publics et privés essaient de se cacher derrière le mythe du gaz comme énergie de transition, mais ce discours ne tient plus face à l'accumulation des preuves scientifiques de l'impact de cette énergie sur le climat. Ce sont notamment les fuites de méthane sur toute la chaîne d'approvisionnement qui inquiètent les climatologues, le méthane étant un gaz à effet de serre au pouvoir réchauffant 86 fois supérieur à celui du CO₂ à un horizon de 20 ans¹³⁴. En comptabilisant mieux les fuites de méthane, l'avantage climatique absolu du gaz par rapport au charbon est ainsi remis en cause par la communauté scientifique depuis 2012¹³⁵. D'autant plus pour



l'ensemble de la production de gaz au Mozambique qui sera transformée en GNL. Liquéfier, transporter à l'état liquide puis regazéifier le gaz sont des processus extrêmement énergivores, qui ajoutent au GNL environ 20 % d'émissions de plus que la combustion de gaz fossile transporté par pipeline sur une courte distance¹³⁶. L'idée défendue par les industriels et leurs banquiers que l'exportation massive du GNL mozambicain sur les marchés asiatiques et européens réduirait les émissions de gaz à effet de serre mondiales car elle leur permettrait de sortir du charbon est donc une impasse.

Le Mozambique, pays vulnérable aux impacts des dérèglements climatiques

Paradoxalement, le Mozambique est en première ligne face aux impacts des dérèglements climatiques : il est classé comme l'un des pays les plus vulnérables, 159^e sur 191 dans les classements internationaux¹³⁷. La province de Cabo Delgado est durement exposée au risque climatique : elle se remet tout juste du plus fort cyclone jamais enregistré au Mozambique – le cyclone Kenneth – alors qu'aucun cyclone tropical n'avait jamais frappé la province depuis des siècles¹³⁸. Si l'impact du cyclone à Pemba a été relativement limité par rapport à la ville de Beira plus au sud du pays, engloutie sous les eaux, l'île d'Ibo, qui accueillait des milliers de réfugiés ayant fui les attaques de groupes d'insurgés, a été touchée de plein fouet avec plus de 90 % des bâtiments endommagés.

Selon l'évaluation des besoins post-catastrophe, effectuée par le PNUD, l'Union européenne, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, le Mozambique avait besoin de 3,2 milliards de dollars pour la reconstruction. En juin 2019, 1,2 milliard de dollars avait été promis par des bailleurs de fonds¹³⁹. En parallèle, les majors pétrolières ont prévu d'investir cinquante fois plus pour exploiter les réserves gazières. **Dans un monde où la demande mondiale en énergies fossiles, et notamment en gaz mozambicain, resterait élevée, les conséquences extrêmes du réchauffement climatique vont inévitablement éroder les conditions mêmes de la prospérité tant espérée.**

Une biodiversité remarquable en danger

Tous les dégâts liés aux cyclones n'ont pas eu lieu que sur terre : près de 80 % du récif corallien au large de Pemba a été détruit par le cyclone¹⁴⁰. Le parc national des Quirimbas, qui fait partie d'une réserve de biosphère classée par l'UNESCO, se trouve à seulement huit kilomètres de la limite sud du bloc 1¹⁴¹. Le littoral oriental de l'Afrique australe, en particulier la côte nord du Mozambique, abrite une incroyable biodiversité en danger à cause des projets gaziers et des dérèglements climatiques. Environ 60 % des forêts de mangrove restantes en Afrique de l'Est se trouvent au Mozambique. Ce sont des réserves importantes de biodiversité, qui fournissent d'importants services écosystémiques¹⁴². Le parc national des Quirimbas et ses environs abritent une biodiversité digne des cartes postales : baleines, dauphins, tortues, oiseaux marins et poissons. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature considère qu'une partie de ces espèces est en voie d'extinction, comme le rorqual boréal, l'albatros à nez jaune ou encore plusieurs espèces de tortues marines¹⁴³. Un certain nombre d'espèces, récemment découvertes, sont déjà en danger alors qu'elles n'ont même pas encore été classées. En outre, les baleines à bosse, mettent bas dans la région et sont régulièrement aperçues dans la baie de Palma¹⁴⁴.

Les projets gaziers en mer vont causer la dégradation de l'habitat de toutes ces espèces, le bruit et les collisions avec les navires, et notamment les imposants tankers de GNL, forceront des espèces telles que la baleine à bosse et le rorqual boréal à quitter la zone. Il est reconnu que les relevés sismiques et canons à air comprimé utilisés pour les forages *offshore* ont des impacts sur les mammifères marins, les poissons et les autres formes de vie marine, allant de l'abandon de la zone jusqu'à des blessures et décès¹⁴⁵. Pire, les risques de fuites de GNL pourraient provoquer des incendies ou explosions à très haute température (1300 à 1600 °C) impossibles à maîtriser. Cette chaleur intense peut impacter considérablement la faune et la flore, même lorsqu'elles se trouvent à une distance considérable de l'incendie lui-même¹⁴⁶.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



La réalité de la diplomatie française au Mozambique est bien loin des beaux discours sur le développement et la lutte contre le dérèglement climatique en Afrique tenus par le président Macron sur la scène internationale. La France est bien décidée à assurer que cet eldorado gazier profite en premier lieu à ses multinationales, quitte à semer le chaos. Enfoncer la planète entière un peu plus dans la crise climatique, contribuer à la déstabilisation d'une région, se rendre complice de pratiques de corruption et de violations de droits humains : rien ne semble inquiéter le gouvernement, les majors et parapétroliers français ainsi que leurs banquiers.

Pour mettre fin au conflit au nord du Mozambique, il faut s'attaquer aux racines politiques et sociales de celui-ci, et non soutenir une industrie qui ne fera qu'exacerber les tensions, ni appuyer une stratégie de militarisation contre-productive, et encore moins accepter que de l'armement sous licence française soit utilisé par des groupes de mercenaires.

Tandis que la manne gazière ne profitera pas à la majeure partie de la population mozambicaine, ce n'est pas le moment d'enfoncer un nouveau pays africain dans la

dépendance à une énergie fossile, dont la science climatique exige qu'elle ne soit de toute façon pas exploitée. Des financements massifs seront nécessaires pour bâtir des sociétés plus résilientes et soutenables, au Nord comme au Sud. Ce n'est vraiment pas le moment de mettre des dizaines de milliards d'euros dans de tels projets destructeurs. Tous les maux qui se développent au nord du Mozambique sont des signaux d'alarme, il est encore temps de mettre un point d'arrêt aux projets gaziers en cours de développement.

Recommandations

En deux ans, c'est le deuxième scandale que nous révélons à propos de projets gaziers garantis par l'État français à l'étranger. Après le site de Total au Yémen qui héberge une prison secrète^{147,148}, c'est désormais les projets gaziers mozambicains qui sèment le chaos. En septembre prochain, le gouvernement doit remettre un rapport au Parlement en vue du projet de loi de finance 2021 sur les garanties à l'exportation dans les secteurs des énergies fossiles. Après l'inscription des premières exclusions dans la loi de finance 2020¹⁴⁹, il est désormais temps que le gouvernement et les parlementaires prennent la mesure de l'urgence climatique ainsi que des violations des droits humains associées aux projets soutenus, et mettent fin aux garanties à l'exportation pour toutes les énergies fossiles dès 2021.

Au vu des impacts climatiques, sur les droits humains et la biodiversité des projets gaziers au large du Mozambique, il est nécessaire de mettre fin aux flux financiers qui les abreuvent :

- le gouvernement français et son agence de crédit à l'exportation (Bpifrance Assurance Export) doivent résilier la garantie à l'exportation octroyée pour Coral South FLNG ;
- le gouvernement français doit s'engager à ne pas accorder de soutien financier sur les deux autres projets en cours de développement (Mozambique LNG, Rovuma LNG), ou tout autre futur projet lié aux réserves gazières mozambicaines ;
- les banques privées françaises doivent se retirer dès aujourd'hui des trois projets en cours de développement et s'engager à mettre un terme dans l'avenir à tout service financier aux projets liés à l'exploration, l'exploitation et l'exportation des réserves gazières mozambicaines.

En tant qu'opérateur de Mozambique LNG et par respect de la loi sur le devoir de vigilance, Total doit se retirer du projet.

Pour sortir le Mozambique du cercle vicieux de la dette et juger les responsables de ces prêts contractés illégalement, nous demandons par ailleurs :

- au parquet national financier français de se saisir de l'affaire du scandale des dettes cachées et de lancer une investigation sur la responsabilité du précédent gouvernement français, de BNP Paribas et des Constructions Mécaniques de Normandie dans cette affaire, pour répondre à la demande d'entraide pénale internationale lancée par la justice mozambicaine ;
- au Club de Paris, au FMI et à la Banque mondiale de déclarer ces dettes illégales et d'annuler leur paiement.

Au-delà des financements publics, le rapport détaille un ensemble de moyens mis au service de l'industrie des énergies fossiles par les pouvoirs publics. Au moment où la distanciation sociale est de règle, il est temps d'imposer des gestes barrières entre les lobbies de l'industrie fossile et le gouvernement, pour les politiques publiques au niveau national comme international.

Il faut donc :

- interdire la présence de l'industrie des énergies fossiles et de leurs représentants d'intérêt lors des visites diplomatiques du gouvernement français à l'étranger ainsi que lors des visites d'officiels de pays tiers en France ;
- couper les liens entre les réseaux diplomatiques français déployés partout dans le monde et l'industrie fossile ;
- interdire aux services des ministères de l'Économie et des Finances et des Affaires Étrangères l'organisation de missions d'affaires pour l'industrie fossile, notamment via Business France ;
- mettre fin aux portes tournantes entre la sphère publique et l'industrie fossile.

SOURCES

- 1 *Le Monde*, novembre 2019. [Un site de Total utilisé comme prison au Yémen](#)
- 2 *Le Monde*, novembre 2019. [Pourquoi la France fait pression pour le redémarrage du site gazier de Total](#)
- 3 Bruno Le Maire, janvier 2020. [Ouverture des Entretiens du Trésor](#)
- 4 Convention citoyenne pour le climat, Session #4 : Échange avec Emmanuel Macron (entre 1h38 - 1h40)
- 5 Club of Mozambique, février 2020. [French foreign minister Le Drian visits Maputo with gas on the agenda](#)
- 6 Agence Ecofin, décembre 2019. [Les futurs grands eldorados africains du gaz \(3^e partie\) : le Mozambique se prépare à décoller](#)
- 7 Ministère de l'Économie et des Finances, décembre 2017. [Le gaz au Mozambique](#)
- 8 *Bloomberg*, mai 2020. [Total's Mozambique LNG to Sign \\$15 Billion Financing in June](#)
- 9 *Les Échos*, novembre 2019. [Nouvelles révélations dans le procès de la dette cachée du Mozambique](#)
- 10 *Le Monde Afrique*, décembre 2016. [Scandale des dettes cachées au Mozambique : ce que ne dit pas le rapport de la commission d'enquête](#)
- 11 Empresa moçambicana de atum
- 12 Trois trimarans de patrouille maritime Ocean Eagle et trois intercepteurs HSI 32
- 13 *Le Monde Afrique*, juillet 2015. [De Cherbourg à Maputo, les millions disparus de la Compagnie mozambicaine de thon](#)
- 14 *Associated Press*, septembre 2013. [France-Mozambique ship deal raises questions](#)
- 15 *Wall Street Journal*, avril 2016. [Tuna and Gunships: How \\$850 Million in Bonds Went Bad in Mozambique](#)
- 16 Jubilee Debt campaign, avril 2016. [Campaigners in Mozambique call for non-payment of hidden debts](#)
- 17 Kroll, juin 2017. [Independent audit related to loans contracted by ProIndicus S.A., EMATUM S.A. and Mozambique Asset Management S.A.](#)
- 18 *Reuters*, décembre 2016. [SEC investigates banks that sold Mozambique's 'tuna bond': WSJ](#)
- 19 *Associated Press*, septembre 2013. [France-Mozambique ship deal raises questions](#)
- 20 *Le Monde Afrique*, juillet 2015. [De Cherbourg à Maputo, les millions disparus de la Compagnie mozambicaine de thon](#)
- 21 Kroll, juin 2017. [Independent audit related to loans contracted by ProIndicus S.A., EMATUM S.A. and Mozambique Asset Management S.A.](#)
- 22 Ifri, juillet 2017. [La crise financière au Mozambique, un pays modèle remis en cause](#)
- 23 IMF, juin 2019. Country Report No. 19/166 : Republic of Mozambique (p.22)
- 24 *Reuters*, novembre 2018. [Breaking: Mozambique to share gas revenue in 'tuna bond' restructuring](#)
- 25 *Africa Intelligence*, mars 2020. [Local content : la petite bombe à fragmentation contre Total-Exxon et le Frelimo](#)
- 26 *Associated Press*, septembre 2013. [France-Mozambique ship deal raises questions](#)
- 27 *Business Insider*, juin 2017. [\\$500 million loaned to Mozambique is currently unaccounted for, according to a new report](#)
- 28 Mer et Marine, septembre 2013. [CMN achève six intercepteurs pour le Mozambique](#)
- 29 Ministère des armées, juin 2018. Rapport au Parlement 2018 sur les exportations d'armement de la France (p.70)
- 30 *Mediapart*, juillet 2018. [Un contrat naval français est au cœur d'un scandale financier](#)
- 31 *Ouest France*, janvier 2015. [Un bateau à l'eau, trois nouvelles commandes](#)
- 32 *La Lettre de l'Océan Indien*, mars 2015, [Paris est tout sucre avec le président Nyusi](#)
- 33 *Le Monde*, juillet 2015. [Priorité au business pour le président mozambicain en visite à Paris](#)
- 34 *Le Monde*, juillet 2015. [Priorité au business pour le président mozambicain en visite à Paris](#)
- 35 The Oil and Gas Year, 2019. [Mozambique concession areas and operators 2019](#)
- 36 Total, septembre 2012. [Mozambique : Total entre dans le bassin de la Rovuma](#)
- 37 M. Richard Yung, 16 avril 2015. [Rapport de groupe interparlementaire d'amitié n° 126 : Le Mozambique : une pépite à l'export](#)
- 38 *La Lettre de l'Océan Indien*, avril 2014. [Paris active sa diplomatie économique](#)
- 39 *La Lettre de l'Océan Indien*, juillet 2015, [Filipe Nyusi surprend les investisseurs français](#)
- 40 *Le Monde Afrique*, octobre 2015. [Le Mozambique, futur allié stratégique de la France dans l'océan Indien ?](#)
- 41 Agence Ecofin, décembre 2019. [Les futurs grands eldorados africains du gaz \(3^e partie\) : le Mozambique se prépare à décoller](#)
- 42 Ministère de l'Économie et des Finances, décembre 2017. [Le gaz au Mozambique](#)
- 43 *Zitamar News*, juin 2020. [Banks unveiled as \\$24 bn Mozambique LNG project heads towards signing](#)
- 44 S&P Global, avril 2020. [Delay to Rovuma LNG latest setback for Mozambique LNG sector](#)
- 45 *Zitamar News*, avril 2020. [Total not downsizing in Mozambique despite Covid-19 and security threat](#)
- 46 *Bloomberg*, mai 2020. [Total's Mozambique LNG to Sign \\$15 Billion Financing in June](#)
- 47 *Zitamar News*, mai 2020. [Covid spreads to Palma town near neighbouring Mozambique LNG project](#)
- 48 Total, septembre 2019. [Total finalise l'acquisition de la participation d'Anadarko dans Mozambique LNG](#)
- 49 Ministère de l'Économie et des Finances, décembre 2019. [Mozambique : présence des entreprises françaises](#)
- 50 *Business France*, [French Gas Days](#) (consulté le 28 mai 2020)
- 51 TechnipFMC, juin 2017. [TechnipFMC remporte un contrat intégré majeur pour le projet Coral South FLNG au large du Mozambique](#)
- 52 TechnipFMC, juin 2019. [TechnipFMC remporte des contrats Subsea auprès d'Anadarko pour son projet de GNL au Mozambique](#)
- 53 TechnipFMC, 9 octobre 2019. [Le Consortium TechnipFMC, JGC et Fluor remporte un contrat pour le projet Rovuma LNG au Mozambique](#)
- 54 Ministère de l'Économie et des Finances, décembre 2019. [Les entreprises françaises au Mozambique](#)
- 55 Offshore Energy, juin 2018. [Anadarko signs Mozambique LNG supply deal with EDF Anadarko signs Mozambique LNG supply deal with EDF](#)
- 56 *Jeune Afrique*, mars 2013. [Bolloré inaugure un terminal pétrolier au Mozambique](#)
- 57 *Zitamar News*, juin 2020. [Banks unveiled as \\$24 bn](#)

Mozambique LNG project heads towards signing

58 Réponses de Crédit Agricole aux questions des Amis de la Terre France et de Reclaim Finance, mai 2020

59 Natixis, Gaz naturel au Mozambique : une « opération de l'année » de C.8Md\$

60 Sénat, Le Mozambique : une pépite à l'export

61 Bpifrance Assurance Export, 2017. Liste des contrats garantis en 2017

62 Bpifrance Assurance Export a repris la gestion des garanties à l'exportation pour le compte de l'État, à la place de la Coface

63 Selon les données financières d'IJGlobal

64 Club of Mozambique, février 2020. French foreign minister Le Drian visits Maputo with gas on the agenda

65 Le Monde, février 2020. Le gouvernement annonce la fin des forages en mer en France

66 Business France, French Gas Days

67 Africa Intelligence, novembre 2019, Filipe Nyusi prépare sa visite en France

68 Le Monde, mai 2019. Total débauche l'ancien conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian

69 ACLED, avril 2020. A concerning escalation in Mozambique

70 UNHCR, février 2020, Fresh violence in northern Mozambique forces thousands to flee

71 Bloomberg, mars 2020. Militants Occupy Mozambican Town Near Planned LNG Projects

72 Eric Morier Genoud, The Conversation, février 2019, « Au Mozambique, une insurrection mystérieuse et meurtrière »

73 Le Monde Afrique, novembre 2019. Le Mozambique, entre gaz et djihad

74 Libération, avril 2020, Dans le nord du Mozambique, le jihad au grand jour

75 Africa Center for Strategic Studies, mai 2020, The Many Drivers Enabling Violent Extremism in Northern Mozambique

76 AllAfrica, mai 2020, Mozambique: 1100 Deaths in Cabo Delgado Civil War

77 Reuters, février 2020, Oil majors request more Mozambique troops after Islamist attacks: sources

78 Canal de Moçambique, mai 2020, Os lucros do negócio da guerra em Cabo Delgado

79 Justiça Ambiental, Mai 2020. Situation on the ground in Cabo Delgado

80 La Lettre de l'Océan Indien, n° 1506, octobre 2019, Filipe Nyusi quitte Erik Prince pour la Russie

81 Africa Intelligence, mars 2020. Moscou veut être le bouclier

82 Defence Web, avril 2020, Private military contractors appear to be active in Mozambique

83 Defence Web, avril 2020, Gazelle crash in Mozambique confirmed

84 Africa Intelligence, septembre 2019, Erik Prince pallie les failles de l'armée

85 France Info, novembre 2019, Îles Éparses : reprise des discussions entre Madagascar et la France

86 Ministère des Armées, Les Forces armées dans la zone sud de l'Océan Indien

87 La Lettre de l'Océan Indien, juin 2014, Paris veut prendre pied à Pemba

88 Il Messaggero, février 2020. Mozambico, fregata Marina Militare francese saluta equipaggio Saipem 12000

89 Ambassade de France à Maputo, Ouverture d'une mission de défense à Maputo

90 Club of Mozambique, février 2020, Mozambique and France to cooperate in maritime security

91 Africa Intelligence, novembre 2019, Vers une surveillance française de Cabo Delgado ?

92 RFI, mars 2020, Mozambique: la filiale locale de l'EI ravage deux villes du nord

93 Africa Intelligence, mai 2020, International SOS et Amarante essaient de part et d'autre du canal du Mozambique

94 Dr Alex Vines, Chattam House, avril 2020, Why The Insurgency in Northern Mozambique Has Got Worse

95 Bloomberg, décembre 2017, Erik Prince to Partner With Mozambique Hidden-Debt Companies

96 Le Monde, février 2018, Blackwater, saga d'une armée privée

97 La Lettre de l'Océan Indien, n° 1503, août 2019, L'industrie de la sécurité ne se passera pas d'Erik Prince

98 Moz24Horas, mars 2020, « Bandidos Armados » atacam Quissanga quando ministros da Defesa e Interior estão na provincia

99 RFI, janvier 2017, Erik Prince, fondateur de la société Blackwater, louerait ses services en Libye

100 La Lettre de l'Océan Indien, n° 1504, août 2019, Erik Prince pallie les failles de l'armée

101 Defence Web, août 2019, Unmarked Gazelle helicopters spotted in Mozambique

102 Intelligence Online, décembre 2019, La DGA se lance sur la piste de ses anciennes Gazell

103 Annonce pour la vente d'un hélicoptère

104 Defence Web, avril 2020, Private military contractors appear to be active in Mozambique

105 Mercenary Helicopters in Mozambique

106 Twitter

107 Justiça Ambiental, Mai 2020. Situation on the ground in Cabo Delgado

108 JA! a un collaborateur permanent à Palma depuis deux ans. Il a dû être évacué depuis avril 2020 pour des raisons de sécurité, mais devrait être de retour chez lui dès que sa sécurité et celle de sa famille sera à nouveau assurée. JA! a également 5 points de contact dans les communautés impactées, avec lesquelles l'association a des contacts réguliers. Elle a réalisé plusieurs missions de terrain entre 2007 et 2009, puis à nouveau depuis 2017 et a travaillé avec de nombreux membres des communautés locales. Plus de 100 plaintes liés aux projets gaziers ont été documentés par JA! Un courrier à la filiale de Total au Mozambique a été envoyé par JA! le 24 mai 2020 pour lui faire remonter les plaintes des communautés, resté sans réponse.

109 Parcelles de terre cultivables.

110 BNP Paribas, mai 2020, Assemblée générale, réponses aux questions écrites des actionnaires

111 Extrait d'un rendez-vous entre JA!, les Amis de la Terre France et Christophe Viprey, l'ex-directeur de Bpifrance Assurance Export le 27 mai 2019 à Paris.

112 Club of Mozambique, janvier 2019, First attack in Anadarko zone

113 Crédit agricole, mai 2020, Assemblée générale, réponses aux questions écrites des actionnaires

114 ACLED, Cabo Ligado

115 Canal de Moçambique, mai 2020, Os lucros do negócio da guerra em Cabo Delgado

116 Justiça Ambiental, Mai 2020, Situation on the ground in Cabo Delgado

117 ACLED, juin 2020, Cabo Ligado Weekly : 25-31 May 2020

118 Human Rights Watch, avril 2020, Mozambique: Journalist Feared 'Disappeared'

119 Ibid.

120 Reuters, novembre 2018, Breaking: Mozambique to share

gas revenue in 'tuna bond' restructuring

121 *Republic of Mozambique*, juin 2018, [Projected government revenues from gas projects](#)

122 *Reuters*, mars 2020, [Exclusive: Coronavirus, gas slump put brakes on Exxon's giant Mozambique LNG plan](#)

123 *Republic of Mozambique*, juin 2018, [Projected government revenues from gas projects](#)

124 *The Financial Times*, janvier 2020, [US gas exporters fight to survive supply glut](#)

125 *Africa Intelligence*, février 2020, [Local content : l'INP menace ExxonMobil, ENI et Total](#)

126 Friends of the Earth US, juin 2016, [Report from the Field: Perspectives and Experiences of Mozambican Communities and Civil Society on Liquefied Natural Gas Exploitation](#)

127 Centro de Integridade Pública, septembre 2019, [Transfer prices in the extractive sector as a Scheme for the Illicit Outflow of Capital. Risks for the Coral South FLNG project in the Area 4 in the Rovuma Basin, led by Eni](#)

128 *Le Monde Afrique*, novembre 2019, [Le Mozambique, entre gaz et djihad](#)

129 Convention citoyenne pour le climat, [Session #4 : Échange avec Emmanuel Macron](#) (entre 1h38 - 1h40)

130 Basés sur 30 ans de production de GNL des trois projets en cours de développement (Coral South FLNG, Mozambique LNG, Rovuma LNG) et sur l'intensité carbone du GNL (amont + combustion) selon la base carbone de l'ADEME. Les deux trains potentiels de liquéfaction supplémentaire prévus par Total n'ont pas été pris en compte, ni les autres projets qui pourraient voir le jour sur d'autres blocs. Les émissions de la France sont celles émises sur son territoire national en 2018 et celles du Mozambique en 2013 car aucune autre donnée fiable n'était disponible.

131 Oil Change International, 2016, [Sky's Limit](#)

132 GIEC, 2018, [Special Report : Global warming of 1.5°C](#)

133 PNUE, novembre 2019, [The production gap](#)

134 GIEC, 2013, [Fifth Assessment Report](#)

135 Alvarez et al. PNAS, avril 2012 109 (17) 6435-6440. Greater focus needed on methane leakage from natural gas infrastructure

136 K. Anderson et J. Broderick. 2017, [Natural Gas and Climate Change](#)

137 Notre-Dame Global Adaptation Initiative. [ND-GAIN Country Index](#)

138 Jon Gaventa, juin 2019, Natural gas wealth and climate disaster in northern Mozambique: a travelogue

139 Programme des Nations Unies pour le Développement, juin 2019, [Cyclones Idai et Kenneth au Mozambique](#)

140 Jon Gaventa, juin 2019, Natural gas wealth and climate disaster in northern Mozambique: a travelogue

141 UNESCO, juillet 2018, [Mozambique joins World Network of Biosphere Reserves](#)

142 M. Samoilys et al., 2015. Resilience of Coastal Systems and Their Human Partners in the Western Indian Ocean

143 IUCN, [Balaenoptera borealis](#) ; [Thalassarche carteri](#) ; [Caretta caretta](#) ; [Chelonia mydas](#) ; [Dermochelys coriacea](#) ; [Eretmochelys imbricata](#)

144 ERM, 2014. [Chapter 7: Environmental Baseline](#)

145 Ibid.

146 Ibid.

147 *Le Monde*, novembre 2019, [Un site de Total utilisé comme prison au Yémen](#)

148 *Le Monde*, novembre 2019, [Pourquoi la France fait pression pour le redémarrage du site gazier de Total](#)

149 Les Amis de la Terre, novembre 2019, [Le gouvernement veut continuer à assurer le chaos climatique](#)

AU CHAOS



RÉDACTION
CONTRIBUTIONS & RELECTURE

GRAPHISME

PHOTOGRAPHIES

